

AVASCOPE

Association Volontaire des Actionnaires Salariés et Anciens Salariés
du Groupe TOTAL

Bulletin de Liaison

EDITORIAL

n° 52 - JUILLET 2007

L'ASSEMBLEE GENERALE EST UNE COMMUNAUTE D'ACTIONNAIRES

L'Assemblée Générale, c'est la réunion annuelle des copropriétaires ! Banalité ? Pas si sûr ! J'ai assisté en mai et juin à une dizaine d'AG* afin d'en comparer les pratiques. C'est encore une grande messe au cérémonial figé: carte d'admission, contrôle de sécurité, hôtesse d'accueil, exposé des activités de l'année passée, séance des questions, vote des résolutions et enfin distribution d'un modeste cadeau, les cocktails sont devenus rares ! (Seul Total ajoute un billet de 10 € de jeton de présence).

Les résolutions sont trop longues et trop complexes. Les administrateurs semblent soumis ; ils ne s'expriment pas alors qu'ils doivent défendre les intérêts des actionnaires et témoigner de leurs actions.

Les dirigeants sur le podium affichent encore l'attitude de propriétaires qui s'obligerait à informer la salle des locataires. Ils veulent bien répondre aux questions posées en moins de 2 minutes. Ils ont réponse à tout car l'actionnaire doit être rassuré en permanence. Mais un peu d'humilité et des excuses feraient du lien avec les petits porteurs. On sait bien que les gros investisseurs ont déjà exercé leur vote en donnant pouvoir au Président. On sait également que la rémunération brute d'un président du CAC 40 a été d'environ 3 millions d'euros, plus stocks options, en 2006 ! L'écart de pouvoir et de richesse entre le Président et l'actionnaire individuel est considérable. L'AG est pourtant le seul lieu de l'année où l'actionnaire peut espérer un dialogue avec les dirigeants et les administrateurs de l'entreprise. Votre association l'AVAS veut ce dialogue ; elle s'est exprimée par des questions écrites et orales ; elle a voté les résolutions grâce aux pouvoirs donnés par ses adhérents, soyez en remerciés !

L'actionnaire individuel veut aussi dialoguer d'où la question fréquente: « Mr le Président, veuillez noter ma proposition car il s'agit de notre argent ! » S'il osait, il dirait « faites nous croire que l'AG est une communauté d'actionnaires » !

Des évolutions : la saison 2007 des AG a été cependant marquée par des évolutions particulièrement significatives. L'étude sur les sociétés du CAC 40 faite par les cabinets Deloitte et Capitalcom (cf page 9) en a relevé 10. - Nette progression de la participation des actionnaires - Forte hausse des résolutions rejetées ou votées à faible majorité - Augmentation des résolutions anti-OPA - Crispation des actionnaires sur les politiques de rémunération - Montée en puissance du thème du Gouvernement d'Entreprise - Entrée en force des femmes dans les Conseils d'Administration - Forte hausse du dividende dans la plupart des sociétés - Des questions d'actionnaires portant plus sur la stratégie que sur le cours de l'action - De plus en plus de films pour valoriser l'entreprise et - Une prise de conscience croissante des enjeux du Développement Durable.

Ces évolutions doivent servir à mieux rendre des comptes aux propriétaires de l'entreprise que sont les actionnaires. Ce qui exige des argumentaires très solides sur les résultats, les perspectives, la stratégie, les questions sensibles et les résolutions.

Institutionnels, actionnaires minoritaires ou actionnaires salariés, nous sommes copropriétaires de l'entreprise ! Et si nous exerçons mieux nos droits lors de l'Assemblée Générale nous en ferons une vraie communauté d'actionnaires !

* Total, Elf Aquitaine, Total Gabon, Arkema, Sanofi-Aventis, Vallourec, EDF, BNP, Société Générale, St Gobain, Publicis

Jean René Marabelle, Président

SOMMAIRE du N° 52

Edition par e-mail et tirage papier
réservée aux seuls Adhérents et
Sympathisants

p. 2 :L'AG de TOTAL 11 mai
p. 5 Les AG de, elf, sanofi, arkema, total gabon
p..9 Tendances majeures des AG
p .11 Ch de Margerie: Total, une entreprise intégrée

p. 13 Mieux produire tout en maîtrisant les coûts
p. 15 Changement climatique : avancées scientifiques
p. 17 Inquiétante Russie
p. 19 Revue de presse

1. Communiqué de presse de Total

Hausse du dividende de 15% Poursuite d'un important programme d'investissements destinés à la croissance de l'Amont et au renforcement du raffinage et de la pétrochimie

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de Total s'est réunie le 11 mai 2007 sous la présidence de Thierry Desmarest.

Lors de son allocution, Thierry Desmarest a rappelé les principaux résultats de l'année 2006 :

« Le résultat net ajusté s'est établi à 12 585 millions d'euros, en hausse de 5% par rapport à 2005. Total a tiré parti de conditions de marché globalement plus favorables, malgré les pressions sur les coûts et la baisse de 5% des productions. La rentabilité des secteurs a atteint 29%, illustrant la qualité du portefeuille d'activités et la discipline d'investissement.

Le Groupe a réalisé 14 milliards de dollars d'investissements hors acquisitions en 2006, dont plus de 75% dans l'Amont.

Le retour à l'actionnaire en 2006, sous forme de dividende ou de rachats d'actions a représenté près de 6,5% de la capitalisation boursière à fin 2005. Il s'y est ajouté 1,5% au titre du spin-off d'Arkema. »

Christophe de Margerie, Directeur général du Groupe, a présenté la stratégie et les perspectives du Groupe :

« Dans l'Amont, Total entend poursuivre une stratégie de croissance organique rentable qui devrait se traduire par une augmentation supérieure à 5% par an en moyenne des productions d'hydrocarbures entre 2006 et 2010. Cette croissance sera en particulier sensible pour l'activité GNL où elle devrait atteindre 13% par an en moyenne. La croissance des productions devrait être significative dès 2007, grâce notamment à l'impact des mises en production de Dalia, puis de Rosa et de Dolphin.

Au-delà de 2010, le portefeuille de projets de Total offre une forte visibilité, notamment grâce aux nombreux succès de l'exploration engrangés ces dernières années et aux nouveaux grands projets dans le GNL et dans les huiles lourdes.

Dans l'Aval, le Groupe poursuit sa stratégie consistant à améliorer le positionnement de son outil de raffinage à travers des projets de conversion et de désulfuration, mais également par des programmes continus de modernisation visant à renforcer la fiabilité des unités.

Dans la pétrochimie, Total a pour objectif de poursuivre la croissance de ses productions de polymères, en particulier en Asie et au Moyen-Orient, tout en améliorant la compétitivité de ses opérations dans les marchés matures.

La mise en oeuvre de la stratégie de croissance du Groupe s'appuie sur un programme soutenu d'investissements. Le budget pour 2007 s'établit à environ 16 G\$ dont 75% dans l'Amont.

Total entend par ailleurs poursuivre sa politique dynamique de dividende, en ligne avec sa stratégie de croissance rentable.»

Christophe de Margerie a rappelé que la stratégie de Total est de contribuer durablement à la satisfaction de la demande en énergie, en combinant responsabilités à l'égard de l'ensemble des parties prenantes et création de valeur pour ses actionnaires. Il a notamment insisté sur l'engagement du Groupe dans l'effort mondial de lutte contre le changement climatique.

Enfin, Christophe de Margerie a rappelé les principaux résultats du premier trimestre 2007 publiés le 4 mai dernier :

« Au premier trimestre 2007, Total a affiché une bonne performance. Dans un environnement marqué principalement par la baisse du prix des hydrocarbures, le résultat net ajusté par action exprimé en dollar affiche une baisse limitée à 1% tandis que la rentabilité des secteurs ressort à 28%. En euro, le résultat net ajusté par action affiche une baisse de 9%, reflétant la dépréciation du dollar. Ces réalisations illustrent la qualité du portefeuille de Total ainsi que la discipline d'investissement et de gestion que le Groupe maintient dans un contexte d'accélération de l'effort de croissance et de tensions continues sur les coûts.» Cet engagement est basé sur un scénario de Brent à \$60/b en 2007 et de \$40/b après 2008. L'Assemblée des actionnaires a approuvé les comptes de l'exercice 2006 et la distribution d'un dividende de 1,87 euro par action de 2,5 euros de nominal, en hausse de 15% par rapport à celui de l'année précédente. Compte tenu du paiement de l'acompte de 0,87 euro par action intervenu le 17 novembre 2006, le solde du dividende, soit 1 euro par action, sera mis en paiement en numéraire le 18 mai 2007.

L'Assemblée a également approuvé les résolutions suivantes :

Renouvellement des mandats d'administrateurs pour une période de trois ans de MM. Thierry Desmarest, Thierry de Rudder et Serge Tchuruk,

Renouvellement du mandat de M. Daniel Boeuf en qualité d'administrateur représentant les salariés actionnaires pour une période de trois ans, Autorisation donnée au Conseil d'administration d'acheter ou de vendre des actions de la Société, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce.

Autorisations données au Conseil d'administration d'augmenter le capital social de la Société mais uniquement avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, et de mettre en place des programmes de stock-options et d'actionnariat des salariés par des augmentations de capital réservées.

Le Conseil d'Administration de Total s'est réuni à l'issue de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 11 mai 2007.

Le mandat d'administrateur de M. Thierry Desmarest ayant été renouvelé par l'Assemblée Générale pour une durée de trois ans, le Conseil a réélu M. Desmarest Président du Conseil d'administration de Total S.A.

Hausse de 5% du résultat net ajusté à 12,6 milliards d'€

► Environnement globalement plus favorable en 2006

- Hausse des prix des hydrocarbures
- Marges de raffinage en retrait
- Conditions de marché favorables pour la Chimie
- Effets de l'inflation sur les coûts

► Hausse de la contribution de l'Amont malgré la baisse de 5% des productions

► Bénéfice des programmes de productivité et de la croissance dans l'Aval et la Chimie

► Rentabilité des capitaux employés des secteurs de 28%



Doublent des investissements depuis 2000, portés à 15 milliards de dollars en 2006

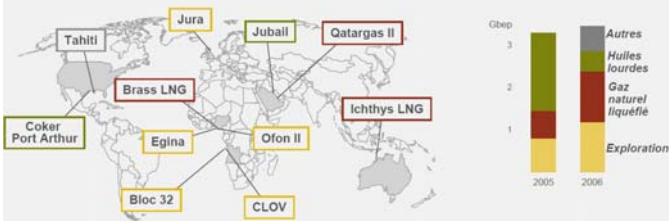
Le résultat net ajusté se définit comme le résultat net part du Groupe au coût de remplacement, hors éléments non-récursifs et hors quote-part pour Total des amortissements des immobilisations incorporelles liés à la fusion Sanofi-Aventis

5 - Communication Financière - www.total.com - 2006

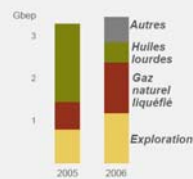


Succès de la stratégie de croissance organique de Total

11 nouveaux grands projets



Contributions au potentiel de réserves*



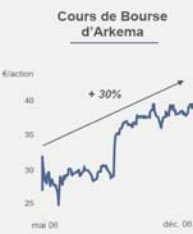
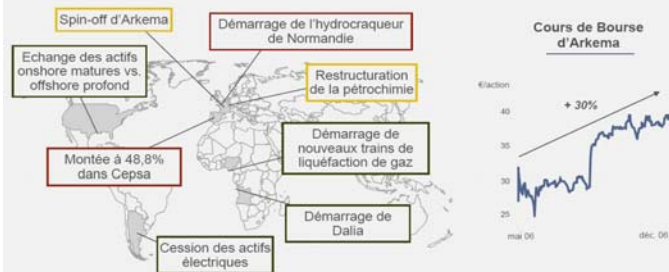
Près de 7 milliards de barils apportés au potentiel de réserves en 2005-2006
Portefeuille diversifié et bien positionné

* contributions de l'exploration et des affaires nouvelles, estimations part Total, y compris mine

6 - Communication Financière - www.total.com - 2006



Recentrage du portefeuille d'activités et réussite des grands projets en 2006



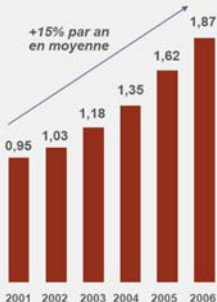
Concentration sur les activités à forte valeur ajoutée

7 - Communication Financière - www.total.com - 2006



Proposition de dividende en hausse de 15% à 1,87 €/action

Dividende de Total (€)



- Doublement du dividende en 5 ans
- Progression du taux de distribution à 34% en 2006
- Paiement du solde du dividende au titre de 2006, soit 1€ par action, prévu le 18 mai 2007

dividende 2006 sous réserve de l'approbation de l'Assemblée Générale du 11 mai 2007

8 - Communication Financière - www.total.com - 2006



2. Le compte rendu de l'AVAS

L'AVAS pose chaque année des questions au Président qui sont lues en partie lors de l'AG et auxquelles il répond avant d'aborder les questions orales. L'AVAS, tenace, reprend oralement les questions non lues. Les *réponses résumées* sont données en italique !

« Au-delà de nos questions, l'association AVAS tient à féliciter la Direction de Total pour les excellents résultats réalisés en 2006 ainsi que pour l'augmentation du dividende distribué.

Nous avons rencontré Mr de Margerie il y a un an. Nous lui avons exprimé notre soutien à travers un communiqué de presse lors de sa garde à vue. Nous lui souhaitons réussite dans un monde où la concurrence des compagnies privées et nationales se servira des difficultés que lui oppose la Justice française. *(cette remarque fut applaudie par la salle)*

La prochaine AG, nous la souhaitons davantage vivante. Nous écouterions volontiers, un Président parler de la stratégie et des comités du CA, les présidents des comités d'audit, de stratégie et de rémunération rendre compte de leurs travaux, le DG exposer les réalisations de l'année, le DF résumer les résultats et les Directeurs de branche répondre aux questions, eux aussi.

Mr le Président, l'AVAS votera la 6^{ème} résolution de renouvellement de votre mandat d'administrateur. Nous espérons des progrès dans la gouvernance du CA autant que vous en avez réalisés dans votre fonction de Directeur Général de Total. »

- Résolution n°5 - sur le rachat d'actions : L'AVAS renouvelle son opposition à cette pratique. Depuis l'année 2000, Total a racheté puis a annulé ses propres actions pour plus de 25 milliards € afin de soutenir le cours de l'action. Une telle somme ne peut plus être qualifiée de « variable d'ajustement ». Soulignons que, parmi les majors, seul ExxonMobil a vu son action augmenter de 30 % en 18 mois. EDF a été multiplié par 2,5 !

Questions : - pourquoi Total ne rachète pas de réserves pétrolières en terre plutôt que de racheter ses actions ? - pourquoi Total n'investit pas en croissance externe et davantage en projets de développement afin d'accroître sa production ? - que comptez vous faire pour stopper la stagnation relative de l'action qui avait atteint 57 € il y a 18 mois et qui oscille entre 52 € et 55 € depuis lors ?

Réponse TD : sur 10 ans le retour à l'actionnaire est en moyenne de 16,5% /an. Avec ses profits en \$, Total est une valeur dollar : en 4 ans le cours a doublé en \$! Avec l'effondrement du \$ on n'en voit pas la trace dans le cours en €.- CDM : L'excédent de trésorerie est rendu aux actionnaires au moyen de rachat d'actions. Le rythme est de 1% contre 3% en 2006 : ce ralentissement correspond à la montée des investissements, moteur de la croissance de nos productions. La croissance n'a jamais été sacrifiée pour des rachats d'action.

- Résolution n°8 : L'AVAS ne votera pas le renouvellement du mandat de Mr Tchuruk car il a déjà effectué 18 ans d'administrateur au CA de Total. *(aucun directeur ne reste aussi longtemps au même poste !)*. Le

rapport AFEP-MEDEF et le rapport Vienot-Bouton recommandent de limiter les mandats à 12 ans au-delà desquels l'indépendance de l'administrateur est fortement contestée.

Questions : - nous demandons à l'administrateur Mr Bouton de justifier ce choix du CA qui est en contradiction avec son rapport pour une meilleure gouvernance des entreprises.

- nous demandons à l'administrateur Mr Tchuruk, membre du comité de nominations et de rémunérations de justifier le renouvellement de sa candidature.

Réponse : « : pour la bonne tenue de l'AG, je répond que Mr Bouton a été consulté et que le comité de nominations a recommandé la candidature de Mr Tchuruk en raison de son expérience ».

COMPOSITION ET RESULTATS DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE TOTAL SA 11 mai 2007

Composition de l'AGM

	Actions		Actionnaires		Voix		Ratio par actionnaire			
	Actions	Actionnaires	Voix	Actions	Voix	Voix/action	Voix/action normé			
Inscrits	2 280 138 884		2 388 881 031							
Présents	321 128 924	3 055	410 838 781	105 118	134 481	1,279	1,180			
Représentés	59 091 090	39 310	63 878 339	1 503	1 625	1,081	0,997			
Votes par correspondance	750 872 489	8 057	751 643 895	93 195	93 291	1,001	0,923			
	1 131 092 503	50 422	1 226 361 015	22 433	24 322	1,084	1,000			
% présents/représentés	50,05%		51,78%							
FCPE TOTAL Actionariat France	67 748 589	1	130 345 021			1,924	1,774			
FCPE Actions Européennes	70 000	1	112 000			1,600	1,476			
	67 818 589	2	130 457 021							
soit	6,00%		10,64% en Assemblée Générale							

Né prend pas en compte les 2 FCPE TOTAL Diversifiés (votes alignés sur ceux du FCPE TOTAL Actionariat France, TAF)

Né prend pas en compte les FCPE TOTAL Actionariat International et ELF Privatisation n°1 (dont les votes sont très différents)

RESULTATS DES VOTES

Résolution	Assemblée Générale Ordinaire (seuil d'adoption des résolutions : 50%)						Résultats reconstitués avec vote FCPE conforme aux choix des représentants élus des porteurs de parts de TAF		
	FCPE TAF	FCPE sans Direction	POUR	CONTRE	Abstention	POUR	CONTRE	Abstention	
Approbation comptes Total SA	POUR	ABSTENT.	98,99%	0,98%	0,03%	88,35%	0,98%	10,67%	
Approbation comptes consolidés	POUR	POUR	99,00%	0,98%	0,02%	99,00%	0,98%	0,02%	
Bénéfice /dividende	POUR	POUR	99,97%	0,03%	0,01%	99,97%	0,03%	0,01%	
Conventions réglementées	POUR	CONTRE	98,99%	0,98%	0,04%	88,35%	11,62%	0,04%	
Rachats d'actions	CONTRE	CONTRE	87,73%	11,99%	0,28%	87,73%	11,99%	0,28%	
Renouvellement mandat administrateur T. Desmarest	POUR	ABSTENT.	80,36%	19,63%	0,01%	69,72%	19,63%	10,65%	
Renouvellement mandat administrateur T. de Rudder	POUR	POUR	76,10%	23,82%	0,08%	76,10%	23,82%	0,08%	
Renouvellement mandat administrateur S. Tchuruk	CONTRE	CONTRE	60,44%	39,26%	0,30%	60,44%	39,26%	0,30%	
Renouvellement mandat administrateur salarié D. Bœuf	POUR	CONTRE	69,56%	26,64%	3,80%				
Philippe Marchandise (non agréé par le Conseil)	CONTRE	POUR	19,30%	76,29%	4,42%				
Mohammed Zaki (non agréé par le Conseil)	CONTRE	CONTRE	18,06%	77,79%	4,15%				
Jetons de présence	CONTRE	CONTRE	88,13%	11,58%	0,29%	88,13%	11,58%	0,29%	
Résolution	Assemblée Générale Extraordinaire (seuil d'adoption des résolutions : 66,67%)						Résultats reconstitués avec vote FCPE conforme aux choix des représentants élus des porteurs de parts de TAF		
	FCPE TAF	FCPE sans Direction	POUR	CONTRE	Abstention	POUR	CONTRE	Abstention	
Augmentation capital avec DPS (4,0€)	POUR	POUR	84,82%	15,16%	0,02%	84,82%	15,16%	0,02%	
Augmentation capital sans DPS (1,8€)	POUR	CONTRE	47,67%	52,28%	0,05%	37,03%	62,92%	0,05%	
Augmentation capital réservée aux salariés	POUR	POUR	94,69%	5,24%	0,07%	94,69%	5,24%	0,07%	
Options de souscription (1,5% capital)	POUR (1 blanc)	ABSTENT.	96,64%	3,34%	0,03%	86,00%	3,34%	10,67%	
Réduction de capital	POUR	CONTRE	99,59%	0,11%	0,30%	88,95%	10,75%	0,30%	
Visio ou téléconférence pour réunion des administrateurs	POUR	POUR	98,80%	0,90%	0,29%	98,80%	0,90%	0,29%	
Vote actionnaires en AG; enregistrement à J+3	POUR	POUR	99,91%	0,08%	0,01%	99,91%	0,08%	0,01%	
Signature électronique en cas de vote par télécommunication	POUR	POUR	99,87%	0,10%	0,05%	99,87%	0,10%	0,05%	
Mode de désignation de l'administr. salarié (non agréé)	CONTRE	POUR	43,30%	46,78%	9,90%	53,94%	36,14%	9,90%	
Actions gratuites pour tous les salariés (non agréé)	POUR	POUR	53,49%	42,68%	3,85%	53,49%	42,68%	3,85%	
Suppression du plafonnement des droits de vote (non agréé)	CONTRE	CONTRE	54,94%	33,74%	11,32%	54,94%	33,74%	11,32%	

Résolution n° 9 - Vote de l'administrateur représentant les actionnaires salariés (AS)

L'AVAS et la FAS, ont participé en 2006 à la préparation de la Loi sur le développement de la participation et de l'actionnariat salarié du 30 décembre 2006. Les députés et les sénateurs des commissions concernées ont souligné que : l'administrateur représentant les AS au CA *doit, par élection primaire, être désigné en direct par les actionnaires salariés. Désignation votée ensuite en AG.*

Chez Total, le candidat administrateur devrait être désigné par un vote de tout le personnel du Groupe.

Renault par exemple a présenté une modification des statuts en AG du 2 mai dans ce sens.

Chez Total, le candidat agréé par le CA a été désigné grâce aux voix des représentants de la Direction de Total (lors du conseil de surveillance du FCPE Total Actionnariat France du 14 décembre 2006). Les représentants élus des porteurs de parts dans leur majorité s'y opposaient. La bonne gouvernance est fortement remise en cause dans cette résolution que nous ne voterons pas.

Question : allez vous dorénavant procéder à une désignation du candidat administrateur, représentant les actionnaires salariés, par une consultation de l'ensemble du personnel ?

Réponse : » *la désignation du candidat au poste d'administrateur AS est conforme à la loi* » !

LES AG DE : ELF, SANOFI, ARKEMA ET TOTAL GABON

L'AG d'ELF Aquitaine 30 mai Convoquée à la Tour Coupole elle reçoit chaque année pas plus d'une trentaine d'actionnaires, faute de publicité.

Cette filiale réalise pourtant la moitié du chiffre d'affaire de Total et la moitié du profit. (G = milliard)

- Produit des ventes : +17% à 114,5 G€

- RESOP : + 3% à 21,7 G€

- Résultat net : - 7% à 5,7 G€-Résultat net ajusté + 9% à 6,4 G€

- Dividende par action : porté de 6,48 € à 7,48 € (3,3 € en 2000)

L'action piétine depuis 2 ans autour de 280 € Elf Aquitaine pourrait faire l'objet d'un retrait de la côte en 2009, à l'issue de l'exercice de stocks-options par qq 600 porteurs. Les administrateurs sont : MM Desmarest, Castaigne, Guilbaud, Weymuller et de Margerie : celui-ci a été élu PDG d'Elf Aquitaine remplaçant M Desmarest.

L'AG SANOFI-AVENTIS 31 mai au Carrousel du Louvre. L'AG fut agitée avec des petits actionnaires furieux de la stagnation du cours de l'action depuis 2 ans. Les réponses du Pdt Dehecq étaient considérées hautaines, celles du DG Le Fur trop techniques. Le Pdt a annoncé qu'il n'y aurait pas cette année de cadeaux remis à la sortie (stylo ou parfum..) et que l'argent correspondant serait versé à une œuvre caritative; colère d'un petit porteur qui demanda au CA de verser plutôt leurs jetons de présence à cette œuvre et de laisser chacun le choix de restituer ce cadeau à une œuvre, puisqu'il « s'agit de notre argent ». Des insultes du style " voyous" ont fusé.

A noter en page 141 du document de référence (cf leur website) que Igor Landau ex Pdt d'Aventis a perçu 14,6 millions d'euros en 2005 au titre d'indemnité de départ et de retraite et encore 2,1 millions d'euros en 2006 au titre de la retraite. Il reste pourtant membre du CA. On est au double des primes de N Forgeard. A noter aussi que JR Fourtou a perçu pour retraite 1 million € en 2005 et 1,5 million € en 2006; il est encore Pdt du CS de Vivendi, de Canal+ et administrateur d'autres sociétés...

Jean-François Dehecq a exclu toute idée de constitution d'"un noyau dur" pour se protéger contre un éventuel prédateur. Répondant, lors de l'AG, à une question d'un actionnaire relative aux risques de sortie de Total et l'Oréal du capital de Sanofi, il a déclaré :

"J'ai une confiance totale dans le fait que les grands

actionnaires de Sanofi ne travaillent ni contre l'intérêt de l'entreprise ni contre l'intérêt de ses actionnaires. En aucun cas, ils n'ont pour ambition de mettre en péril l'avenir de la maison". Il a estimé d'autre part que la constitution d'un noyau dur était une idée "d'un autre âge" et qu'il fallait s'habituer "à défendre l'entreprise avec nos réalisations". A la mi-février, l'Oréal a répété que sa participation de 10,6% dans le capital de Sanofi Aventis n'était pas stratégique tout en soulignant qu'il était un "actionnaire fidèle". Ce mois-ci, Total a lui affirmé qu'il vendrait sa participation de 13,2% dans Sanofi à "au fil de l'eau". Après les trois séances baissières (- 7,3 %) qui avaient suivi le refus retentissant d'approbation d'Acomplia, l'anti obésité aux Etats-Unis a suivi la bonne nouvelle du Plavix.

En effet, aucune copie de l'anticoagulant Plavix, un des quatre médicaments les plus vendus au monde (4,6 milliards d'euros de ventes en 2006, dont 2,4 milliards sont réalisés aux Etats-Unis par BMS), ne pourra voir le jour avant l'échéance du brevet en 2011. Après cinq ans d'âpres batailles judiciaires, la cour du district de New York qui avait interdit en août 2006 au fabricant de génériques Apotex la commercialisation en contrefaçon de l'anticoagulant vedette a confirmé la validité du brevet du Plavix.

Conseil d'Investir : L'action à 60 € fin juin, s'échangeait avec une décote de plus de 20 % par rapport au secteur. Investir estime que le plus dur est passé. On pourra tenter des achats spéculatifs vers 61 € avec un objectif de 73 €.

AG ARKEMA, 5 juin. A l'issue de l'Assemblée Générale Mixte sous la présidence de Thierry Le Hénaff, PDG, les actionnaires ont adopté l'ensemble des résolutions. La nomination de Tidjane Thiam, en tant qu'administrateur, a été reconduite. Thierry Le Hénaff a présenté les perspectives 2010 du groupe chimique, ex-filiale de Total,

en confirmant son objectif d'une marge d'EBITDA de 12% et sa volonté de "poursuivre la transformation et le développement d'Arkema pour ouvrir la voie à la chimie de demain, une chimie responsable, innovante, compétitive et créatrice de valeur". L'action a presque doublé en un an atteignant 50 € fin juin. L'AVAS a voté contre la résolution

de rachat d'action et a prié la direction et le CA d'augmenter la part de l'actionnariat salarié qui est à 0,70%.

AGO TOTAL GABON du 13 juin L'Assemblée Générale Ordinaire de la Société Total Gabon réunie le 13 juin 2007 à Libreville a approuvé les comptes de l'exercice 2006 qui font apparaître un résultat net de 326,4 millions de dollars US. L'Assemblée a approuvé le versement d'un dividende net d'impôts, de 45 dollars US par action au titre de cet exercice. Le CA a décidé des modalités de paiement de ce dividende.

- Le montant de 45 dollars US par action a été payé dès le 27 juin 2007 en euros, soit 0,7526 € pour un dollar US, ce qui conduit à un règlement de 33,87 euros par action.

- Le paiement est effectué auprès des établissements :
 - au Gabon: Union Gabonaise de Banque (UGB) - en France : CACEIS Corporate Trust, BNP Paribas, HSBC France, Crédit Industriel et Commercial, Crédit du Nord,

VOTE AUX AG 2008

Initiative AVAS. Pour les AG de Total, Elf Aquitaine, Arkema et Sanofi de l'an prochain, l'AVAS simplifiera l'organisation des pouvoirs. On demandera à l'adhérent de signer et de retourner à sa banque le « pouvoir donné au Président de l'association AVAS ». Celle-ci l'enverra à BNP Securities Services qui fera la somme de tous les pouvoirs (votes simples, votes doubles) donnés à l'AVAS. Cette procédure sera rappelée en mars prochain. Autre initiative : nous allons demander aux 30 associations membres de la Fédération FAS d'inviter leurs membres détenteurs d'actions Total, Elf Aquitaine, Arkema et Sanofi de donner aussi leur pouvoir à l'AVAS via leur banque. Si le message est bien suivi, notre association pourra se présenter aux AG avec beaucoup de votes ! Nous devrions alors faire de même avec les autres associations au titre de la réciprocité

Possibilité d'accès pour les salariés actionnaires de Total au travers des FCP d'épargne salariale

Les salariés actionnaires représentent 3,74 % du capital

AG GAZ de France, 23 mai.

Prudence sur le projet de fusion avec Suez

23 mai. Jean-François Cirelli, président de Gaz de France, veut donner du temps au temps. « *Nous sommes confiants dans la force intrinsèque du groupe. Avec le projet de fusion avec Suez nous pouvons quand même aller plus vite, notamment dans l'électricité. C'est donc le projet le plus adapté* », a-t-il expliqué. Pour autant, il ajoute qu'« *il faut laisser du temps à ce gouvernement pour prendre la mesure de enjeux énergétiques et de ce projet* ». Le matin, quelques heures avant la tenue de l'assemblée, le Premier ministre François Fillon avait déclaré sur Europe 1 : « *L'idée de la fusion est une idée valable que nous ne rejetons pas, mais nous pensons qu'il y a d'autres options.* »

AG EDF, 24 mai.

Prêt pour une ouverture du capital

La semaine a été riche pour EDF qui a atteint un nouveau record en Bourse le 24 mai en atteignant en séance 69,40€ La veille de l'assemblée, l'électricien avait déclaré qu'il

Société Générale

Crédit d'impôt en France équivalent à 0,17 dollar US par action correspondant au montant de la retenue à la source au Gabon. A noter le nouveau permis, Diaba, d'une superficie de 9075 km², situé à env 50 km au large des côtes sud du Gabon en *offshore* conventionnel et profond par des profondeurs d'eau de 80 à 3 500 mètres. Le Contrat d'Exploration et de Partage de Production a été signé le 13 décembre 2006. Sur Aloumbé, les travaux d'interprétations géophysique et géologique finalisés en 2006, ont confirmé l'existence d'un champ gazier d'une taille potentielle justifiant l'engagement ferme de forer un puits.

La durée de vie des réserves prouvées et probable de pétrole brut de Total Gabon représente près de 10 ans au rythme actuel de production de 24 Mbl. Sur Anguille, les études préliminaires de développement ont débuté sur le principe d'un développement phasé. La filiale veut y investir 1 milliard \$ sur 5 ans.

social. Les salariés dont l'épargne salariale est investie en actions Total par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise (FCPE), sont représentés par le Conseil de surveillance de ces FCPE. Le règlement des FCPE prévoit que le droit de vote aux assemblées générales est exercé par le Conseil de surveillance qui désigne un ou plusieurs mandataires représentant le Fonds aux assemblées générales. Ce sont ces mandataires, représentant le FCPE, qui ont accès à l'assemblée générale et expriment les votes définis par le Conseil de surveillance. Les salariés détenteurs de parts n'ont pas de possibilité d'accès à l'assemblée, à moins de détenir en direct au moins une action. Toutefois la Société, bien qu'elle n'y soit légalement pas obligée, a autorisé les membres du Conseil de surveillance représentant les salariés – même s'ils n'ont pas été désignés comme mandataires - à assister à l'assemblée générale. Ceux-ci reçoivent à cette fin sur simple demande de leur part une invitation leur permettant d'assister à l'assemblée.

Des décisions devraient être prises fin juin-début juillet.

Ambiance. Les actionnaires étaient impatients que l'assemblée commence. Après un retard d'une vingtaine de minutes, la réunion s'est déroulée dans le calme. Les investisseurs se sont montrés studieux.

Résolutions Toutes les résolutions proposées par le gouvernement ont été adoptées. Il sera mis en paiement le 30 mai un dividende de 1,10€ par action, en hausse de 62%.

Entendu à l'assemblée. Jean-François Cirelli a indiqué qu'il ne s'attendait pas à des évolutions significatives des tarifs du gaz en France à compter du 1er juillet, date de la révision des prix. **NOTRE CONSEIL** : en 2007, le résultat brut d'exploitation devrait rester stable compte tenu de la douceur de l'hiver, prendre partiellement ses bénéfices

envisageait de proposer la construction d'installations nucléaires de type EPR en Grande-Bretagne, conjointement avec Areva. Et, le jour de la réunion, EDF a indiqué qu'il était prêt à faire face à une ouverture du capital. L'action EDF a été multipliée par 2,5.

Ambiance. Les actionnaires qui étaient également des clients se sont montrés soucieux de l'évolution des tarifs d'électricité.

Résolutions. Toutes les résolutions ont été adoptées. Comme EDF s'y était engagé, le dividende est égal à la moitié du bénéfice net distribuable, soit 1,16 € par action. Il sera mis en paiement le 4 juin 2007.

Entendu à l'assemblée. Le message était clair. L'électricien est prêt à faire face à un élargissement du capital auprès du public (flottant), il reste « *très attentif à toutes les opportunités en Europe* » et il souhaite se développer dans le gaz naturel. En particulier, Pierre

Gadonneix n'a pas écarté l'idée d'un rapprochement avec des entreprises gazières. Est-ce un appel pour un rapprochement avec Gaz de France ? Certains le pensent, d'autant que le projet de fusion entre le gazier et Suez reste au point mort. Ce vieux scénario revient en force. **NOTRE CONSEIL** La relance du nucléaire, les récents projets de construction en Grande-Bretagne, et les investissements dans les énergies propres type éolien viennent renforcer les perspectives de croissance d'EDF. Nous conseillons de conserver le titre, qui dispose encore d'un potentiel de hausse, et relevons notre objectif à 75 €

LES SALARIES SEDUITS PAR L'EPARGNE ENTREPRISE

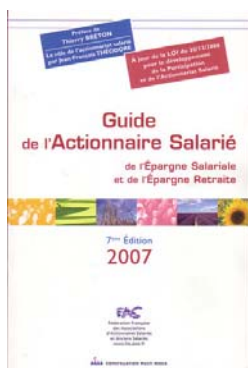
Quelques mois après l'adoption de la loi du 30 décembre 2006 pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié (DPAS), les salariés confirment leur intérêt pour l'épargne entreprise.

Selon le 6e baromètre Altedia-BNP Paribas, réalisé auprès de 539 salariés de sociétés françaises de plus de 50 personnes, placer ainsi ses économies est désormais naturel. 73 % des salariés jugent que l'entreprise a un rôle important à jouer pour se constituer une épargne, 67 % pour attribuer une rémunération différée dans le temps et 63 % pour épargner pour la retraite. Parallèlement, " *la maturité financière des salariés s'accroît*, relève Hugues Colmant, responsable de BNP Paribas Épargne & Retraite Entreprise. *La durée de placement prend peu à peu le pas sur la seule recherche de sécurité* ".

Pour l'instant, l'épargne entreprise équivaut avant tout, pour les salariés, à la participation. Alors que l'idée de changer sa durée de blocage refait surface, 63 % défendent le maintien de la durée actuelle de cinq ans.

Quand bien même les sommes seraient disponibles, la majorité réinvestirait : 37 % sur un livret d'épargne et 25 % pour la retraite. Seuls 17 % consommeraient. " *C'est un message fort vers les pouvoirs publics s'ils souhaitaient utiliser ce biais pour relancer la consommation* ", prévient Hugues Colmant.

Le baromètre souligne la méconnaissance persistante des salariés sur les dispositifs en vigueur. 72 % s'estiment non informés sur l'épargne retraite entreprise, 70 % sur le compte épargne temps (CET) et 68 % sur l'actionnariat salarié. Alors que ce dernier s'étend et que l'épargne retraite devrait bénéficier du rendez-vous retraite de 2008, le développement du CET - présent dans 22 % des entreprises - " est freiné par le poids qu'il représente pour les comptes sociaux de l'entreprise et le frottement fiscal généré par l'assujettissement à l'impôt sur le revenu en cas de conversion des jours accumulés en épargne entreprise, note Hugues Colmant. La loi DPAS a étalé le paiement de l'impôt sur quatre ans mais c'est insuffisant ". La Tribune 6 juillet



LE GUIDE DE L'AS. Cette 7^{ème} édition, comme toujours préfacée par un Ministre, enrichie et actualisée est pleine d'enseignements. Elle intègre les dispositions intéressantes les actionnaires salariés et épargnants salariés dans la loi du 30.12.2006 pour le développement de la Participation et de l'Actionnariat Salarié. Vendu en librairie. www.fas.asso.fr

Publication fin juin par l'IFA du document de synthèse des recommandations relatives à la gouvernance des sociétés cotées

Ce document rassemble sous une forme synthétique et accessible les recommandations émises au cours des années récentes sur la gouvernance des sociétés cotées, tout particulièrement les plus grandes d'entre elles.

Il est destiné aux adhérents de l'Institut Français des Administrateurs, et plus généralement à l'ensemble des membres des Conseils d'administration et de surveillance de sociétés cotées.

Il a été présenté aux adhérents de l'IFA lors de son Assemblée générale annuelle du 30 mai 2007 ainsi que de la matinale du 25 juin 2007. Deux versions de ce document sont proposées:

- l'une reprend in extenso les références au fil du texte ;
- l'autre les cite sous forme de renvois à la liste des références bibliographiques figurant à la fin du document.

Ce document a été rédigé par un groupe de travail de l'Institut Français des Administrateurs réuni sous la direction de Pierre Bouwyn, Secrétaire général de l'IFA.

PRÉSENTATION DES LAUREATS DU PRIX DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'ANNEE 2007

Dans le cadre des rencontres de Paris-Europlace une cérémonie a récompensé le 6 juillet les 4 lauréats du Prix de « l'Assemblée Générale de l'Année 2007 » :

1er Prix : AIR LIQUIDE - 2ème Prix : LAFARGE - 3ème Prix : AXA - Prix Spécial du Jury : DANONE

Le Prix de « l'Assemblée Générale de l'Année 2007 » des entreprises du CAC 40 a pour objet d'encourager et de renforcer la relation des entreprises avec leurs actionnaires, tout en les mobilisant sur leurs projets industriels. Ce prix est organisé par les cabinets CapitalCom, Deloitte et Norton. Le Jury, composé de 20 membres dont Sir Lindsay Owen-Jones, Pdt du CA de L'Oréal (société lauréate de l'édition 2006 du Prix) est présidé par Philippe Marini, Sénateur-Maire de Compiègne, Rapporteur Général de la Commission des Finances du Sénat. Il a délibéré puis voté à huis clos sur la base d'une grille de plus de 100 critères.

Le Jury a particulièrement apprécié l'AG d'Air Liquide pour son sens aigu de la pédagogie, notamment :

- la mise en valeur des activités, particulièrement dans le secteur de la santé - l'explication des résolutions présentées ;
- le bilan de l'année étayé par des indicateurs de progrès financiers et extra-financiers, ainsi que par des faits marquant bien mis en relief ;
- le temps significatif consacré aux ambitions du Groupe et aux priorités stratégiques Le commentaire concis des résultats financiers.

Le Jury a particulièrement apprécié l'AG de Lafarge pour : la clarté de la présentation des leviers de croissance et des valeurs du Groupe par le nouveau PDG Bruno Lafont.

Une démarche très proactive d'information de l'actionnaire sur :- la stratégie et les perspectives - le mode de

gouvernance - .des résultats records et une structure financière solide - la présentation des résolutions, dont un entretien filmé avec les deux nouveaux administrateurs. La projection d'un film document a mis en évidence la transformation du Groupe durant les 18 ans de présidence de Bertrand Collomb.

Le Jury a particulièrement apprécié l'AG d'Axa pour : le temps consacré à expliquer, avec une transparence exemplaire, le mode de fonctionnement et de rémunération des dirigeants ; le discours mobilisateur sur les objectifs du plan Ambition 2012 ; le suivi d'indicateurs de satisfaction et d'engagement sur les stakeholders (collaborateurs, clients, actionnaires) ; une explication claire sur le business model avec des slides très démonstratives.

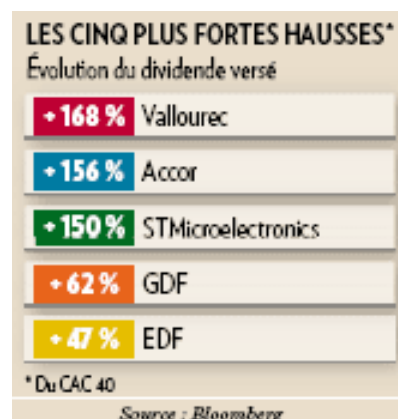
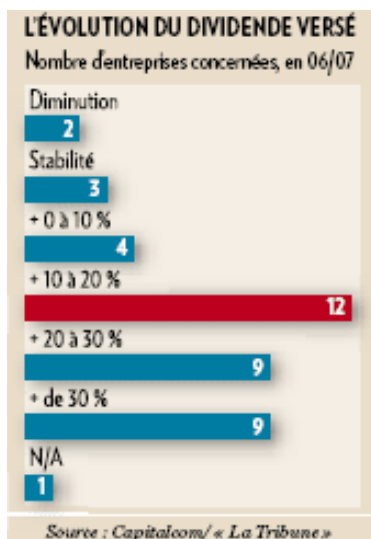
Le Jury a particulièrement apprécié l'AG de Danone pour :

la clarté de la présentations de la vision de Franck Riboud sur son Groupe : Construire demain ; la création du premier Comité CSR au sein du Conseil d'administration ; la résolution présentée pour associer les actionnaires. la démarche de croissance responsable ; le focus sur deux secteurs d'avenir . le fort potentiel par deux dirigeants opérationnels.

Les autres sociétés nominées sont EDF, LVMH, SUEZ, BNP PARIBAS, PERNOD RICARD, SOCIETE GENERALE.

Hervé Novelli, Secrétaire d'Etat auprès de la Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Emploi, chargé des Entreprises et du Commerce extérieur et Philippe Marini, Président du Jury, Rapporteur Général de la Commission des Finances du Sénat ont remis leurs prix aux lauréats lors de la clôture des journées de Paris EUROPLACE, au Pavillon d'Armenonville.

Notation sur 200 points - Une " task force", composée d'une équipe de 20 personnes issues de Norton Rose, Deloitte et Capitalcom a assisté en binôme aux assemblées du CAC 40. A l'issue de chaque AG, la "task force" a complété une grille de critères contenant des développements rédigés de manière objective et une notation sur 200 points, précise et assez descriptive pour permettre au Jury de prendre une décision.



CAPITALCOM : TENDANCES MAJEURES DES AG en mai et juin 2007

10 évolutions ont marqué les Assemblées Générales des sociétés de l'indice CAC 40 :

1. Nette progression de la participation des actionnaires
2. Forte hausse des résolutions rejetées ou votées à faible majorité
3. Augmentation des résolutions anti-OPA
4. Crispation des actionnaires sur les politiques de rémunération
5. Montée en puissance du thème du Gouvernement d'Entreprise

6. Entrée en force des femmes dans les Conseils d'Administration
7. Forte hausse du dividende
8. Des questions d'actionnaires qui portent plus sur la stratégie que sur le cours de bourse
9. De plus en plus de films
10. Une prise de conscience croissante sur le Développement Durable

1. Nette progression de la participation des actionnaires

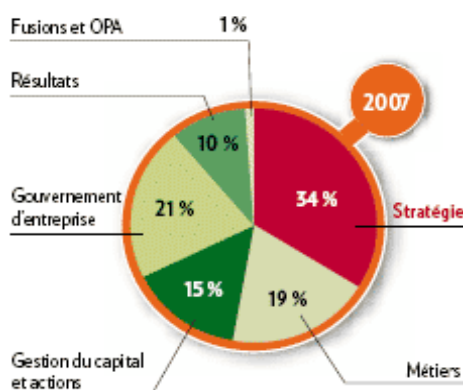
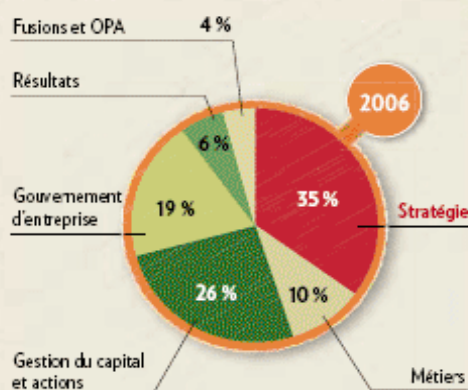
Cette année entrain en vigueur la réforme de la record date (décret du 11 décembre 2006) qui permet à tout actionnaire possédant des actions trois jours avant la date d'AG, de participer au vote des résolutions, sans avoir à immobiliser les titres comme les années passées. Seuls la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique et l'Italie imposent encore le blocage des actions pour pouvoir participer à une AG. Toutes les autres places financières internationales ont adopté la record date (enregistrement à la banque). Cette réforme a nettement favorisé la participation des actionnaires, notamment des institutionnels étrangers qui détiennent en moyenne 45% du capital des groupes du CAC 40.

2. Forte hausse des résolutions rejetées ou votées à faible majorité

En moyenne, 2 à 3 résolutions ont suscité des réactions dans la moitié des sociétés. Le nombre de résolutions rejetées ou adoptées avec une faible majorité (c'est-à-dire avec des votes négatifs représentant plus de 25% des votants) est en forte hausse. Il paraît loin le temps où toutes les Assemblées entérinaient les propositions sans réagir !

Les crispations les plus fortes ont concerné les dispositifs anti-OPA, les augmentations de capital sans droit préférentiel de souscription, les attributions d'actions gratuites aux dirigeants et/ou aux collaborateurs, les conventions réglementées (indemnité des dirigeants en cas de départ, retraite chapeau...).

LES QUESTIONS POSÉES PAR LES ACTIONNAIRES DANS LES AG EN 2007 :

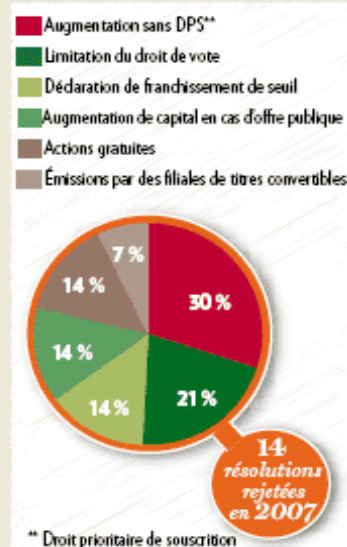


LES RÉOLUTIONS REJETÉES* ...

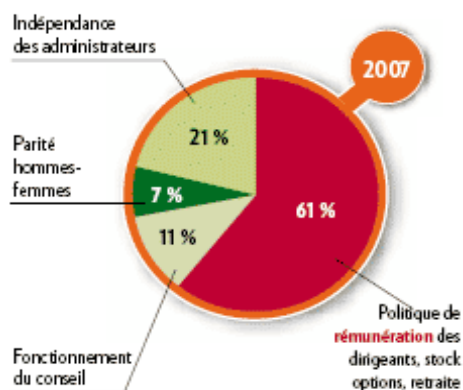
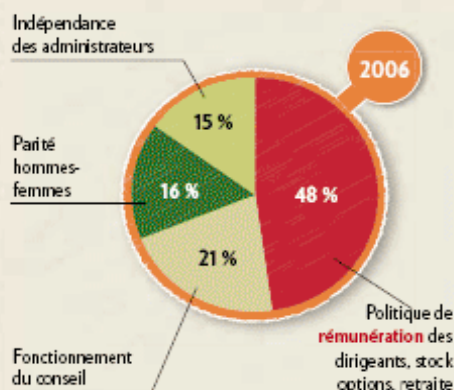
Au cours d'AG d'entreprises du CAC 40



... ET LEUR RÉPARTITION EN 2007



LES QUESTIONS PORTANT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE :



3. Augmentation des résolutions anti-OPA

18 résolutions ont concerné le renforcement des dispositifs anti-OPA

Les actionnaires se sont montrés réservés sur toutes les résolutions destinées à protéger l'entreprise contre les OPA hostiles. Ces « pilules empoisonnées » sont en effet de nature à les priver d'une envolée du cours de Bourse.

Ainsi, les « BSA Breton » (opportunité accordée aux organes d'administration, face à une OPA, d'émettre des bons de souscription dans le but de contraindre l'auteur de l'OPA à majorer son offre) ont suscité une certaine réticence : sur les 7 résolutions portant sur ce sujet, 4 ont recueilli un accord timide des actionnaires.

Notons que Saint-Gobain a réussi à faire voter sa résolution avec 81,3% (contre 55% l'année dernière), mais avec une condition de dilution potentielle très acceptable (émission plafonnée à 368M). Il en va de même pour PSA Peugeot Citroën.

Autre dispositif de protection : dans 5 sociétés, des actionnaires ont présenté Des résolutions dans le but de faire supprimer le plafonnement du droit de vote en vigueur (une clause insérée dans les statuts pour empêcher les prises de contrôle rampantes) ; l'une de ces initiatives a réussi (Alcatel-Lucent) et, bien qu'ayant échoué, les autres ont reçu le soutien d'un pourcentage significatif de votes (jusqu'à 54,9%). A l'inverse, 2 sociétés ont voulu faire insérer une telle clause dans leurs statuts. Sans succès. Les 2 ont échoué devant l'hostilité des actionnaires, notamment institutionnels étrangers, très attachés à la règle « one share, one vote ».

4. Une crispation des actionnaires sur les politiques de rémunération

L'emphase médiatique sur certains cas de golden parachute a provoqué des réactions parfois vives des actionnaires lors des AG. Dans presque toutes les AG, les questions ont fusé sur les rémunérations, les retraites, les stock options, etc. le dirigeant a déclaré ne pas avoir de golden parachute : BNP Paribas, Capgemini, Bouygues, Axa, Lafarge, L'Oréal, Suez

Ce contexte a conduit plusieurs sociétés à mettre en avant de bonnes pratiques. Air Liquide n'accorde pas d'actions gratuites aux mandataires sociaux déjà attributaires de stock options ; Danone et Axa ont expliqué que les actions gratuites servent à mobiliser l'énergie de l'ensemble des collaborateurs du Groupe. *Dans 4 AG, la société a renforcé l'obligation de détention d'actions pour les dirigeants : Axa, BNP Paribas (détention de titres pour l'équivalent de 7 ans de rémunération pour B. Prot et M. Pébereau et de 5 ans pour les DG délégués), Société Générale, Vivendi*

5. Montée du Gouvernement d'Entreprise

Le temps consacré à ce thème augmente de ~50%

La durée des explications portant sur l'organisation et le fonctionnement des instances dirigeantes a progressé de 7 minutes en 2006 à 10 minutes cette année. Ce thème reste néanmoins marginal (6% de la durée moyenne d'une AG). Plusieurs groupes ont montré la voie de la transparence en matière de politique de rémunération des dirigeants et, à cet égard, y ont consacré un temps significatif : Vivendi (25 minutes), Axa (20 minutes), BNP Paribas (16 minutes), Société Générale (15 minutes). Certains, notamment

L'Oréal (15 minutes), Suez (14 minutes), Renault (10 minutes), Total (10 minutes) et Alcatel-Lucent (10 minutes), ont insisté sur le rôle et la mission des organes de direction. Suez a annoncé ainsi son souci de renforcer le nombre d'administrateurs indépendants. Alcatel-Lucent a souligné le niveau d'indépendance de son Conseil, le plus élevé du CAC 40 (11 administrateurs indépendants sur 12, hors les deux managers).

Les innovations à souligner : Saint-Gobain - dont le président Jean-Louis Beffa a annoncé qu'il cède les rênes à Pierre-André de Chalendar, nouveau DG - a proposé à ses deux nouveaux administrateurs de se présenter devant l'Assemblée et d'expliquer leurs motivations. Suez a fait intervenir en vidéo les présidents de ses 4 Comités pour une explication sur ce qu'ils font concrètement. Vinci a présenté un portrait filmé des 3 nouveaux administrateurs.

6. Plus de femmes dans les conseils d'administration

Près d'1 administrateur sur 10 est désormais une femme

Alors que l'évolution était très lente ces dernières années, 8 femmes vont entrer dans les cercles jusque-là très fermés des Conseils. L'évolution est significative : de 7,9% (44 sur 557), elles se rapprochent de la barre des 10% (52 sur 560). Les cinq sociétés en tête avec plus de 20% de femmes administrateurs sont : BNP Paribas et Pernod Ricard (3 sur 13), L'Oréal et Alcatel-Lucent (3 sur 14), Saint-Gobain (3 sur 15).

7. Forte hausse du dividende

Dans 1 entreprise sur 4, la hausse de la rémunération des actionnaires est supérieure à 30%.

Conjugué à la forte hausse des cours de Bourse en 2006 (de 17,6% après 23,4% en 2005), ce type de revenu progresse largement plus que les autres.

8. Des questions d'actionnaires qui portent plus sur la stratégie que sur le cours de bourse

Les questions relatives aux métiers et à la stratégie sont en progression de presque 50%

La stratégie (objectifs de croissance, innovation, développements sur les marchés émergents...) demeure largement le thème numéro 1 des préoccupations des actionnaires, comme l'an née dernière (34%).

Le thème numéro 2 de vient - actualité oblige- le «gouvernement d'entreprise », avec notamment les interrogations sur les rémunérations des dirigeants, les golden parachutes, les « retraites chapeau », la compétence et l'indépendance des administrateurs, les attributions gratuites et les stock options. Ce thème progresse de 19% à 21%.

On note une augmentation très significative des interrogations (écrites et orales) concernant l'activité : performance des produits, état de la R&D, difficultés sur tel ou tel secteur, répartition des parts de marché, contrefaçon, etc. Ce type de questions progresse de 10% à 19%. Dans la même veine, la gestion financière a suscité nettement plus d'interrogations (parité euro/dollar, état de la dette, rentabilité opérationnelle, etc.) ; ces sujets gagnent aussi en importance (de 6 à 10%).

A l'inverse, les questions boursières (sur le cours de l'action, le dividende) ont fortement chuté (de 26% à 15%).

9. De plus en plus de films pour valoriser l'entreprise

3 entreprises sur 4 ont fait un effort

En 2005, la proportion d'entreprises présentant un film sur leurs métiers était à peine de 1 sur 3. En 2006, on atteignait presque 1 sur 2 et cette année, 3 sur 4.

Certains se démarquent par l'originalité, d'autres par l'émotion, d'autres encore par la qualité du reportage, historique ou pédagogique.

10. Une prise de conscience croissante sur le Développement Durable

Une réflexion responsable.

La plupart des entreprises ont évoqué leurs engagements sur ce sujet, ce qui souligne une véritable réflexion sur leur responsabilité d'acteur économique et social.

LES INITIATIVES EN DEVELOPPEMENT DURABLE A SIGNALER PLUS PARTICULIEREMENT

Danone a constitué le premier Comité CSR Corporate Social Responsibility) aux côtés du Conseil d'administration. Face à « la financiarisation des comités », Franck Riboud veut rétablir « l'équilibre entre l'économie et le social ». Le groupe a également présenté une résolution rendant possible la souscription au fonds à finalité sociale qu'il a constitué (Danone Communities). Une consultation des actionnaires qui n'était pas obligatoire, mais Franck Riboud tenait à les associer à cet engagement de Développement Durable.

L'Oréal présente un film sur son initiative « les coiffeurs du monde contre le sida ». Suez, spécialiste du

Développement Durable, a présenté un film mettant en valeur son action à l'aune de ses enjeux et de ses valeurs sociales.

Accor a proposé un film de 8 minutes sur les « engagements du Groupe » (en faveur des collaborateurs, du Développement Durable, du Mécénat).

Lafarge a dévoilé ses « Ambitions Développement

Durable 2012 », avec des engagements sociaux, managériaux et environnementaux (réduction de 20% des émissions de CO2 par tonne de ciment d'ici 2010 et aussi de 20% sur les rejets de dioxyde d'azote et de soufre).

CHRISTOPHE DE MARGERIE: TOTAL, UNE ENTREPRISE INTEGREE, SURTOUT VERS L'AMONT

Le prix du baril devrait rester élevé, ce qui est a priori favorable pour Total. Mais ses dirigeants lancent un avertissement : les hausses de coûts vont trop loin ! Groupe intégré surtout vers l'amont, Total mise essentiellement sur la croissance interne. Entretien dans Investir du 26 mai

Le baril vient de repasser la barre des 70 \$. Pouvez-vous nous donner votre analyse du marché pétrolier et vos prévisions sur les prix à court et à moyen terme ?

S'il est du ressort d'un grand groupe pétrolier de donner sa vision du marché, et nous allons en parler, en revanche, sur les prix, je m'en garderai bien ! Je pense que la tendance de long terme est à la fermeté des cours du pétrole dans une fourchette comprise entre 60 et 75 \$ le baril, ce qui n'exclut pas des pointes à des niveaux supérieurs en cas de graves problèmes géopolitiques. Aujourd'hui, rien ne justifie la baisse des cours : il y a certes suffisamment de pétrole sur le marché, mais la demande reste forte, notamment en provenance de la Chine, dont le taux de croissance continue de surprendre. Aujourd'hui, les prix à la pompe sont au plus haut aux Etats-Unis et les Américains continuent d'utiliser leurs automobiles. En France, il y a eu un léger ralentissement de la consommation de carburants mais qui semble plus lié à la " peur du gendarme " et à la préoccupation environnementale des consommateurs qu'à la seule hausse des prix. Je pense que la prise de conscience universelle des problèmes d'environnement pourra freiner la consommation. Cela dit, il faut également être réalistes et contribuer à rendre la planète plus " propre " entraînera des coûts que le consommateur retrouvera dans les prix à la pompe.

Des Etats producteurs comme le Venezuela ont durci leur position vis-à-vis des grands groupes pétroliers et, dans le même temps, les coûts de production augmentent. Comment Total compte tirer son épingle du jeu ?

Ce n'est pas parce que les cours du pétrole sont élevés que notre environnement est forcément bon. Ce qui compte pour une entreprise comme la nôtre, c'est la marge. C'est grâce à une bonne rentabilité que nous pouvons investir dans nos métiers et récompenser nos actionnaires. Or, en ce moment, les marchés sont très volatils et rendent plus difficile la gestion de la marge. Regardez, par exemple, la forte inflation des coûts au niveau de l'exploration-

production mais aussi dans le raffinage-marketing et la chimie. Il y a quelques années, quand le pétrole était à 10 \$ le baril, les groupes parapétroliers ont beaucoup souffert et il est logique qu'ils en profitent aujourd'hui, mais il ne faut pas tuer la poule aux oeufs d'or ! Je préviens donc : " Attention, il y a des limites à ne pas dépasser, ces hausses de coûts vont trop loin ! " Nous assistons également à des modifications (à la hausse, bien sûr !) de la fiscalité dans plusieurs pays producteurs. Nous devons leur expliquer que nous sommes là non seulement pour produire leurs ressources

mais pour participer à la vie civile du pays. Peut-être ne l'avons-nous pas assez fait. Nous nous impliquerons donc davantage, en termes à la fois de recherche, de formation, etc.

Lors de l'assemblée générale, certains actionnaires ont reproché à Total de n'utiliser ses importantes liquidités que pour racheter ses propres actions. Total aurait du pétrole mais pas d'idées. Pourquoi axer le développement du groupe exclusivement sur la croissance interne ?

C'est un faux débat. Total investira 16 milliards de dollars en 2007 pour assurer sa croissance rentable et cet effort se poursuivra. Pourquoi voudriez-vous que nous cherchions à réaliser une acquisition majeure, en payant très cher une compagnie dont les réserves ou la production seront moins bonnes que les nôtres ? Notre domaine minier est reconnu comme le meilleur du monde et nous accumulons les nouvelles découvertes. Je crois que la croissance interne est la meilleure des solutions pour Total. Une fusion, c'est compliqué et cela génère beaucoup de risques. Après celle réussie d'Elf Aquitaine et de Petrofina, nous avons acquis la taille nécessaire pour poursuivre cette stratégie de croissance. Il n'en reste pas moins que nous avons des cibles d'acquisitions, comme au Canada par exemple avec Deer Creek. En revanche, si en Russie Novatek ne s'est pas fait, nous avons toujours des espoirs de réussite, pas forcément par acquisition et probablement avec un partenaire.

Total n'a pas besoin d'argent. Pourquoi vendre votre participation de 13,13 % dans Sanofi-Aventis ?

Je souhaite être transparent et dire, à l'avance, ce que nous prévoyons de faire. Total est un groupe pétrolier. L'aventure Total-Sanofi est un succès mais il n'est pas normal de conserver pour le long terme une participation dans l'industrie pharmaceutique. Depuis le début de l'année, la fiscalité sur les plus-values est aussi plus avantageuse en France, nous céderons donc sans précipitation, " au fil de l'eau ", nos actions dans Sanofi-Aventis sans gêner la société. Notre priorité, c'est d'investir dans l'énergie, partant du principe que c'est ce que nous faisons de mieux.

Comment Total prépare-t-il " l'après-pétrole " ? Avez-vous envisagé une fusion avec Suez et comment va se concrétiser votre réflexion sur le nucléaire ?

La demande en énergie est supérieure à ce que le pétrole peut offrir. Il est de notre responsabilité de trouver d'autres énergies, plus propres si possible, mais qui devront être aussi efficaces, ce qui n'est pas évident. C'est ainsi que nous intensifions nos recherches dans le solaire et la biomasse. Quant au nucléaire, qui est l'énergie la plus propre, je n'ai jamais caché que c'est une piste de réflexion. L'avenir de Total est de rester une entreprise intégrée, notamment vers l'amont, domaine assez similaire à nos métiers de base. En revanche, nous n'avons pas vocation à devenir un " pur " électricien. Une fusion avec Suez n'est donc absolument pas d'actualité. Ce ne serait une bonne idée ni pour Suez ni pour Total.

Propos recueillis par Sylvie Aubert, François Monnier et Rémi Le Bailly

Analyse d'Investir. Les records de 2006 seront difficiles à battre

La vie n'est pas un long fleuve tranquille pour Total : les prix élevés du brut et les confortables marges de raffinage ne signifient pas pour autant que le groupe pourra battre les records de 2006. Selon le consensus des analystes, les profits du groupe sont attendus en léger repli pour 2007 et 2008. Comme le souligne Christophe de Margerie, ce n'est pas parce que le baril est à 70 \$ que l'environnement est forcément bon pour le groupe.

Ce serait oublier que, depuis deux ans, les coûts de production se sont envolés. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à regarder les profits de sociétés de services pétroliers (constructeurs de plates-formes de forage, d'infrastructures pour la liquéfaction du gaz, de navires pour l'offshore profond, d'études sismiques pour la recherche de pétrole, etc.), comme Technip, Vallourec, CGG Veritas, Bourbon, etc. Parallèlement, les pays producteurs veulent renégocier le partage de la rente pétrolière, ce qui peut geler certains projets de développement, Sincor 2 au Venezuela, par exemple.



Tendance de l'analyse graphique. Le titre est à l'approche de fortes résistances et des prises de bénéfices ne peuvent être exclues. Le support à 54,50 € devrait permettre de résister. la configuration demeure favorable avec 59 € comme cible.

Il reste que, malgré une réduction des estimations de croissance de production cette année, notamment à cause des problèmes rencontrés au Nigeria (la production du huitième exportateur mondial a été réduite d'un tiers depuis le début de l'année 2006), Total garde la tête du peloton mondial des majors pétrolières en termes de croissance. De plus, l'objectif de hausse moyenne de la production de 5 % par an d'ici à 2010 a été maintenu. Si Total a pu maintenir ce cap, c'est grâce au succès de sa recherche : par exemple, deux nouvelles découvertes dans l'offshore profond angolais sont annoncées, alors que le deuxième grand pôle de développement du Bloc 17 atteint son plateau de production. Fort de cette réussite, Total réaffirme sa volonté de grandir par croissance interne. Pas de fusion en vue, mais des

acquisitions ciblées à l'image de celle de Deer Creek au Canada. Quant au nucléaire, qui est une priorité pour le groupe, Christophe de Margerie dit vouloir se concentrer sur l'amont et non sur l'aval. Pas de fusion avec Suez, donc, mais il serait logique que Total joue un rôle dans la réflexion sur l'évolution du nucléaire français dans le cadre d'une ouverture du capital d'Areva.

Le conseil de la rédaction d'Investir Hebdo. L'action, qui est au plus haut historique à New York en dollars, affiche à Paris, en euros, une hausse de seulement 4 % depuis le 1er janvier. On peut encore se placer compte tenu de la faible valorisation. L'objectif est maintenu à 65. Notons que le 10 juillet l'action dépassait 62 €!

« MIEUX PRODUIRE TOUT EN MAÎTRISANT LES COÛTS »

Philippe CHALON, Directeur Finances Economie Informatique EP (extrait de EP Mag)

Face à des coûts de production en forte hausse, le second défi de l'EP n'est-il pas de maîtriser ses coûts ?

P.C. : Nous sommes effectivement aujourd'hui dans une situation d'urgence en matière de maîtrise des coûts. En matière de CAPEX, c'est-à-dire d'investissements, nous subissons une inflation qui est de 15 à 20% par an, ce qui est énorme. Trois éléments structurent cette inflation des coûts. D'abord la poursuite de l'augmentation des matériaux comme les tubing et

casing des puits - alors que le prix de l'acier s'est stabilisé depuis deux ans. Ensuite le prix des rigs, quasiment multiplié par trois en trois ans : un rig que l'on louait 150.000 \$/jour en 2004, nous en coûte 450.000 aujourd'hui ! Enfin, troisième élément structurant cette inflation des CAPEX : la surchauffe du marché. Les prestataires et sociétés d'ingénierie pétrolière sont débordés : ils n'ont ni le temps ni les ressources susceptibles d'absorber la demande. En conséquence, les prix flambent. Certes, ces sociétés embauchent, mais parfois des gens insuffisamment formés. D'où des retards dans les projets, qui écornent leurs marges. En réaction, s'ensuit une augmentation des coûts, faisant émerger une situation tendue.

Le coût technique au baril a doublé en dix ans. Une telle hausse est-elle susceptible de remettre en cause un certain nombre d'investissements ?

P.C. : Ce coût technique, qui comprend les coûts de découverte, d'investissement et de production a effectivement doublé en dix ans. De 8 \$/bl sur Girassol, il est proche de 15 \$/bl pour les projets que nous étudions actuellement. Pour autant, cette évolution des coûts ne peut s'appréhender que dans un contexte « global ». Ainsi l'année dernière, l'exploration de Total a découvert 1,2 milliard de barils. Ce chiffre exceptionnel est le

meilleur succès de toute l'industrie pétrolière. Depuis le début de l'année 2007, nous avons fait onze découvertes, alors que sur toute l'année 2006, le numéro 2 en a fait six !

Autrement dit Total, en termes de découverte, assure bien au-delà de ce que font les autres. De surcroît, alors que nous découvrons des barils à des prix « attractifs » —nos coûts de découverte sont de l'ordre de 1,5 \$ / baril—, nombre de nos

concurrents les achètent, cash, à 30 ou 35 \$ le baril. Tout cela pour dire que si effectivement, sur les projets offshore profond angolais et nigériens, nos coûts techniques montent à 15 \$ le baril, ces coûts restent tout de même largement inférieurs à ce que dépensent certains de nos concurrents pour les acquérir. Donc oui il y a augmentation des coûts. Oui les montants d'investissements flambent. Mais lorsque nous nous comparons à nos concurrents, nous avons toutes les raisons d'être confiants !

La tenue des engagements 2007 est un enjeu capital. Comment l'EP a-t-il abordé ce challenge ?

P.C. : Avec les démarrages des projets Dalia, Rosa, Dolphin, notre production va augmenter, contrairement à certains de nos concurrents qui ont, eux, annoncé des baisses. Nous nous situerons donc en 2007 dans le peloton de tête des accroissements de production. Toutefois, cela ne suffit pas. Notre challenge est de tenir nos engagements, vis-à-vis des analystes et du marché, avec une croissance de 6% de notre production. Il ne faut pas se cacher que nous vivons dans un environnement sujet à de nombreux aléas et impondérables (les nationalisations en Amérique du sud, l'instabilité au Nigeria, les tensions au Moyen-Orient, ...

LE POINT DE VUE D'UN ACTIONNAIRE SUR LES PERSPECTIVES de TOTAL

(d'après le rapport annuel 2006)

La production d'hydrocarbures liquides du groupe a fléchi de 13 % au cours des 3 dernières années (4,3 % par an), glissant de 1,4 Mb en 2004 à 1,2 Mb en 2006, d'après les données du rapport annuel 2006. La baisse est particulièrement marquée en mer du nord, avec le déclin régulier des champs, où elle frôle les 25 %. Elle est également assez nette en Afrique (- 12,9 %), notamment au Nigéria (- 18 %), mais aussi en Angola (- 32 %), avec 108 kbj en 2006 contre 159 en 2004.

La production de gaz enregistre une baisse de 5 %, toujours sur les 3 dernières années (1,6 % par an), passant de 4,89 Mpcj en 2004 à 4,67 en 2006. Cette baisse est particulièrement sensible en mer du nord (- 11 %), plus légèrement en Afrique (- 3,9%).

Ces résultats sont à mettre en relation tant avec des données géologiques, comme le déclin matériel de la mer du nord, qu'avec des situations contractuelles comme l'impact de la hausse des cours du brut dans les contrats du type « buy back », en Iran, mais aussi en Algérie et en Angola, sinon à la fin de certains contrats (Iran). On doit aussi impliquer les conséquences des troubles dans le delta du Niger ou du cyclone Katrina dans le Golf du Mexique.

Le groupe affiche (au 31.12.2006) des réserves prouvées – normes SEC de 6,47 Gb et de 25,5 Tcf (714 G-m³), soit un total de 11,12 Gbep, ce qui correspond, au rythme actuel à 13 années de production, ou mieux à un ratio RIP de 13. Les réserves 2P (prouvées plus probables) sont estimées à 20,5 Gbep, soit 30 années de production.

Le rapport liquides-gaz est actuellement de 58/42 pour les réserves prouvées et de 64/36 pour les productions. Les réserves relevant de contrats « buy back » représentent 30 % du total, soit, semble-t-il 1,94 Gb.

« En 2006, nous dit le rapport annuel, le taux de renouvellement des réserves ressort à 102 %, compte tenu d'un impact négatif de 4 % imputable à parts égales aux troubles du Nigéria et à l'effet de prix des contrats « buy back ». Ce renouvellement est le résultat pour plus de ¾ de nouvelles découvertes et extensions, 23 % étant le fait de révisions.

Cependant, si l'on se réfère aux données de 2004, on constate que les réserves de liquides ont fléchi de 11,6 %, glissant de 7,32 Gb à 6,47 Gb avec - 16,7 % en mer du nord et - 15 % en Afrique.

Dans ces conditions que peut-on envisager pour les prochaines années ?

Il y a bien sûr de solides éléments positifs.

On notera d'abord, que les budgets d'exploration, après avoir stagné à hauteur de 650 M€ en 2004-2005 on doublé en 2006 pour s'élever à 1214 M€ et devrait se maintenir dans ces hauteurs. On ne saurait occulter

cependant que ces derniers temps, conséquence de cette reprise brutale, le prix des services s'est envolé.

Le coût des forges offshore, par exemple, a bondi de 100 à 300 %, un riz pouvant revenir fin 2005 à quelque 400 000 \$ par jour (Total news n° 18).

On ne s'étonnera pas que dans ces conditions les coûts techniques du groupe soient par ailleurs, parés d'une année à l'autre de 8,5 à 9,9 \$/bep, soit une hausse de 16 %.

Des succès majeurs ont été obtenus ces dernières années, notamment en offshore profond, des découvertes répétées notamment au large de l'Angola, avec de récentes mises en chantier ou en production, sans parler du géant de la Caspienne, Kashagan, dont le démarrage est régulièrement reporté.

On sait que le directeur général se donne « pour objectifs de faire croître nos productions de plus de 5 % par an en moyenne » sur la période 2006-2010. Avec cependant quelques conditions.

La première est l'hypothèse d'un prix de brut à 40 \$ le baril pour le calcul des résultats des contrats « buy back » Ce qui est peut être optimiste, en un certain sens.

Ces perspectives supposent par ailleurs le retour à une situation de sécurité au Nigéria. Que peut-on attendre également de l'entrée de l'Angola dans l'OPEP et menacer de contingentements ?

Qu'en est-il des politiques de renationalisation, notamment au Venezuela ? Autant d'inconnues qui risquent d'entraver une situation par ailleurs favorable avec la succession de découvertes majeures dans les offshore plafonds, notamment en Angola, où certains bruts ont cependant tendance à se montrer un peu lourd (21-23 ° API à Dalia).

Et récemment (les Echos 07.05.07) « Total... a indiqué qu'il ne pensait finalement pas pouvoir augmenter sa production de 6 % en 2007 » en raison de « contributions plus limitées que prévues en Azerbaïdjan (Shah Denis) et au Venezuela et des incertitudes persistantes au Nigéria ».

On constate que devant ces difficultés de renouvellement de leurs réserves dans le domaine conventionnel où les sociétés nationales gardent fermement leurs richesses, même potentielles, le groupe, comme les autres multinationales consacrent une part croissante de leurs investissements, outre les offshore profonds, vers les huiles et les gaz non conventionnels et les conversions profondes, GTL et autres opérations du même genre.

Alain Perrodon

Extrait Université TOTAL à Paris, 15 mai 2007 : **La politique de Total en matière de réduction des gaz à effet de serre**
Luc de Marliave, coordinateur Changement climatique, direction du Développement durable et de l'Environnement, Total

Total partage les conclusions de la communauté scientifique et s'efforce d'en tirer les conséquences pour son action. Ces exposés démontrent aussi que le problème est très complexe, que nous ne sommes qu'un des acteurs et qu'il est urgent de faire émerger un système global dans lequel notre action pourra s'insérer.

Limiter les émissions du Groupe

Nous produisons environ 2 % des carburants de la planète, dont nous consommons une fraction pour mener nos diverses activités : nos émissions sont de l'ordre de 60 millions de tonnes de CO₂ par an. Entre 1990, année de référence, et 2000, elles ont augmenté d'environ 4 %. (En 1990 :55,6 millions teq CO₂- en 2000 : 59,1 et en 2006 :57,9). Depuis, elles connaissent une légère érosion, alors même que notre activité d'exploration et de production a augmenté de 85 % sur cette période, et notre activité de raffinage et de traitement de 34 %.

Pour obtenir ce résultat, nous avons fortement réduit le brûlage des gaz associés sur les sites de production : entre 1998 et 2005, le torchage a diminué de 40 %. Tous les nouveaux sites implantés à partir de 2001 ont été conçus pour fonctionner sans brûlage. Le Groupe s'est engagé à améliorer encore cette performance pour qu'elle atteigne 50 % en 2012. Nous devons, pour y parvenir, nous attaquer aux champs existants, ce qui est beaucoup plus difficile. Supprimer les brûlages exige de valoriser le gaz, et pour cela de nouer des partenariats, car la production de gaz associé est très irrégulière : en général, elle est faible au début de l'exploitation et s'accroît au fur et à mesure que la pression chute. Il faut pouvoir effectuer un lissage en faisant appel à d'autres opérateurs et en complétant la production grâce à des champs de gaz.

Dans le cas d'Angola LNG, par exemple, nous avons créé avec d'autres opérateurs, dont une société nationale et l'Etat d'Angola, un cadre légal et commercial qui nous permet de mettre en commun la ressource gaz et de valoriser des projets qui seraient, sans cela, à la limite de la rentabilité. Le démarrage de cette opération est prévu pour 2012.

Nous allons également faire porter nos efforts sur les activités de raffinage et de pétrochimie. Deux programmes sont actuellement en cours. Le premier, de 200 millions d'euros, devrait nous permettre, à travers une série de mesures, d'économiser 7 points d'intensité énergétique sur nos opérations de raffinage. Le second, de 125 millions d'euros, portera sur la pétrochimie et nous permettra d'économiser 10 % de nos consommations dans ce domaine.

Limiter les émissions des clients du Groupe



La société civile attend de nous non seulement une réduction de nos émissions, mais une contribution à la réduction de celles de nos clients, ce qui est plus délicat, car nous n'avons pas la maîtrise de leur comportement. Pour ce faire, nous avons lancé de nouveaux produits plus performants sur le plan environnemental.

Il s'agit par exemple de la gamme Excellium, développée en 2005 à la fois pour le diesel et l'essence, qui permet d'économiser entre 3 et 5 % de carburants par kilomètre parcouru.

Nous travaillons par ailleurs à la désulfuration des carburants ; jusqu'ici, il s'agissait essentiellement d'améliorer la qualité de l'air, mais l'objectif est désormais aussi d'améliorer la performance des moteurs. Dans un domaine moins connu, nous produisons des plastiques de haute performance qui permettent d'alléger les véhicules.

Nous avons également développé des biocarburants, domaine dans lequel nous sommes le leader européen, afin de nous conformer aux prescriptions de la communauté européenne à l'échéance de 2012. Nous livrons d'ores et déjà 500 000 tonnes de bioéthanol et 400 000 tonnes de biodiésel dans 11 raffineries françaises et un certain nombre de raffineries européennes. Ces produits sont mélangés aux carburants classiques en sorte que sur l'ensemble du périmètre européen, un plein effectué chez Total comprend en moyenne 3,5 % de biocarburant.

Nous travaillons sur un nouveau produit, l'E85, qui comprendra 85 % d'éthanol et 15 % d'essence ; environ 200 stations Total le proposeront dès 2007, mais encore faut-il que les constructeurs automobiles proposent des véhicules adaptés pour utiliser ce produit. Nous avons également lancé récemment l'Ecolium, un biodiésel à 30 %, destiné aux flottes actives de clients capables de stocker ce produit, plutôt qu'au grand public.

Par ailleurs, nous travaillons sur les certificats d'économie d'énergie et nous proposons à nos clients une offre élargie qui comprend une part d'énergie renouvelable. La contribution de Total à ce secteur est encore modeste, mais prometteuse.

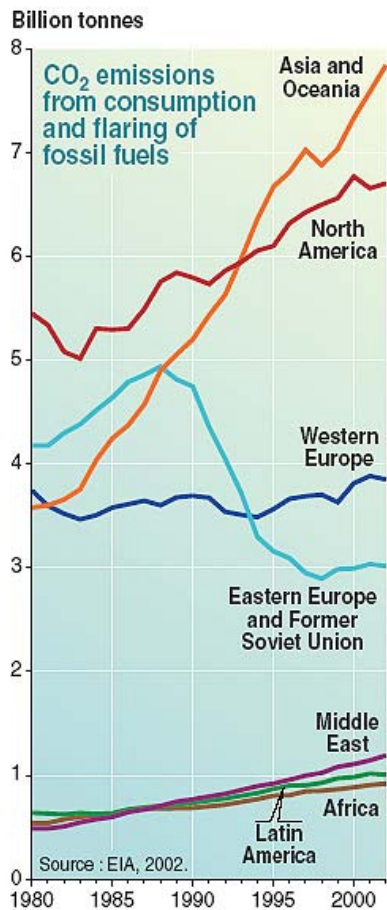
Il y a déjà plusieurs années que Total s'intéresse à l'éolien. En 2003, nous avons créé une ferme pilote à Mardyck, dans les Flandres. Elle ne compte que 5 éoliennes pour une production de 12 MW, mais nous a permis de tester différents types d'éoliennes pour pouvoir les utiliser ultérieurement en off-shore, et en particulier d'expérimenter le pilotage à distance.

Nous préparons actuellement deux projets. Le projet Mounès, d'une capacité de 90 MW, a été sélectionné par les autorités françaises pour en faire le plus grand projet éolien terrestre en France.

Il a été monté en partenariat avec l'électricien allemand RWE et son processus d'approbation est actuellement en cours. Nous préparons également un projet en off-shore, en partenariat avec Shell. Le site est une zone de 8 km sur 7 au large de Dunkerque ; une quarantaine de turbines sont prévues pour une puissance totale de 120 MW.

Nous nous intéressons également à l'énergie marine, même si cette technique est encore embryonnaire. Nous avons pris 10% de participation dans un projet pilote mené en Espagne par l'électricien espagnol Iberdrola : une bouée capte le mouvement de la houle et le transforme en électricité. Nous participons également à hauteur de 21,5% au projet Marine Power, basé en Ecosse, qui fonctionne sur la base d'un gros flotteur captant lui aussi l'énergie des marées. L'avantage de ce type d'énergie est qu'elle est prévisible, contrairement à l'énergie éolienne ou au photovoltaïque.

Le photovoltaïque est une énergie encore chère, qui doit être soutenue par des subventions pour être compétitive. Total s'est engagé dans ce secteur depuis longtemps et possède notamment en Belgique une usine ultra-moderne, avec salle blanche, qui vend des cellules photovoltaïques partout en Europe. Pour rendre les panneaux solaires plus discrets et donc plus acceptables, cette société a développé un produit dans lequel le maillage électrique est placé à l'arrière de la cellule, celle-ci offrant une surface homogène qui s'intègre plus facilement aux constructions.



Enfin, nous n'oublions pas que même si la consommation énergétique mondiale est trop importante, deux milliards d'habitants de la planète n'ont pas encore accès à l'électricité, ce qui limite considérablement leur développement. Une des façons de bien utiliser le solaire actuellement consiste à s'en servir dans les régions où il n'existe pas de réseau, car il offre alors une forte valeur ajoutée. Nous avons mené deux projets en ce sens, l'un au Maroc avec 24000 clients, l'autre en Afrique du sud avec 9000 clients.

Le stockage du carbone

Le groupe Total a pris une position significative dans le captage et le stockage du CO2, qui peuvent concerner à terme 30 % des émissions de la planète, sur les sites de génération électrique ou encore les cimenteries et les raffineries. Il s'agit d'un marché considérable, en particulier pour la génération électrique au charbon en Chine et en Inde, mais aussi aux Etats-Unis et en Europe.

Pilote CO2 dans le bassin de Lacq

Le Groupe a décidé cette année d'investir 60 millions d'euros à Lacq, dans un pilote de R&D qui constitue une première mondiale. Le réservoir de Lacq profond produit du gaz naturel, dont une partie est brûlée dans une chaudière de 30 MW fabriquant de la vapeur. Celle-ci est destinée à la fois au fonctionnement de l'usine et à la génération électrique, avec un raccordement au réseau. Nous allons construire une unité d'oxygène qui permettra de faire fonctionner cette chaudière à l'oxycombustion. La combustion se fera donc à l'oxygène pur et non à l'air : elle ne produira plus que de la vapeur d'eau et du CO2, et non de l'azote. Le CO2 concentré qui en sortira sera capté et transporté sur environ 30 km, en réutilisant des tuyaux qui transportent aujourd'hui des hydrocarbures, vers le site de Rousse, dans les coteaux de Pau, et injecté dans un puits de 4 500 mètres de profondeur. L'opération se poursuivra pendant deux ans en continu, ce qui nous permettra d'analyser les caractéristiques de la combustion, de perfectionner les brûleurs fournis par notre partenaire Air Liquide, et d'étudier toutes les conséquences du transport et du stockage.

Ce pilote a pour but de lever les deux principaux obstacles qui limitent le développement de cette technologie. Le premier défi consiste à diviser par deux le coût du captage de CO2. A 70 euros la tonne, il n'est pas compétitif par rapport aux prix qu'on peut anticiper sur le marché des permis d'émission qui s'ouvrira en 2008-2012. Le deuxième concerne le stockage, dont il faut s'assurer qu'il peut être pérenne et sûr si l'on veut pouvoir injecter le CO2 dans des gisements souterrains à proximité des sites industriels sur lesquels il sera capté. Pour cela, deux démarches doivent être entreprises en parallèle, la mise en place des législations qui rendront ces opérations possibles ; un débat public pour s'assurer que cette technologie sera bien acceptée et pourra être durable.

QUELLES SONT LES SOCIÉTÉS DU SBF 120 LES PLUS VULNÉRABLES A UNE OPA ?

(AOF-28 juin) - Le Sénat a confié à Ernst & Young la réalisation d'une étude sur la structure de l'actionariat et le contrôle des sociétés cotées composant l'indice SBF 120 de la bourse de Paris. L'objectif poursuivi était, en fonction d'informations publiques correspondant à des critères économiques, juridiques et financiers préalablement choisis, d'apprécier l'exposition et la vulnérabilité des principales sociétés françaises aux OPA.

Bien que l'appréciation du caractère " opéable " d'une société soit largement subjectif et contingent, car liée à un contexte économique et boursier particulier qui détermine en grande partie l'attractivité d'une société, il ressort de l'étude conduite par Ernst & Young que : - la grande majorité des sociétés sont - plus ou moins difficilement - " opéables " ; - un peu moins de la moitié des sociétés de l'indice SBF 120 pourraient théoriquement, à court ou moyen terme, faire l'objet d'une OPA " hostile " par une société française ou non-résidente, dont les chances de réussite seraient réelles ; - 20 % des sociétés de la cote peuvent être jugées particulièrement vulnérables à une offre.

Entre les deux extrémités du " spectre " que sont les sociétés juridiquement protégées et celles très vulnérables à une OPA, un " dégradé " de sociétés plus ou moins contrôlées se dessine. Il est ainsi possible d'identifier un "

noyau dur " de 17 sociétés (soit 14,1 % de l'indice) a priori " non-opéables " et un deuxième périmètre plus vaste comprendrait les 45 sociétés (soit 37,5% de l'indice) bénéficiant de la forte présence d' " actionnaires historiques " privés. Aux deux ensembles précédents peuvent enfin être adjointes des sociétés telles que Eiffage et Nexity, dont la part de l'actionariat des salariés et dirigeants est supérieure à 15%, ou des situations particulières sur le plan boursier ou juridique comme celles des AGF, Arcelor-Mittal, Euronext, Unibail, Générale de Santé, Suez, ST Microelectronics ou Bouygues.

Ernst & Young conclut qu'un ensemble restreint de 24 sociétés paraît plus particulièrement vulnérable à une OPA, en raison de la concomitance d'une part élevée d'actionariat " flottant ", d'un niveau soutenu de rotation du capital, de protections juridiques relativement faibles, et le cas échéant de rumeurs de rachat. Il s'agit de : Accor, Air Liquide, Altran, Atos Origin, Bourbon, Business Objects, CGG Veritas, Compagnie de Saint-Gobain, Danone, Dexia, Ipsos, Lafarge, Néopost, Rhodia, Schneider Electric, Scor, Société Générale, Soitec, Technip, Teleperformance, Thomson, Valeo, Vallourec et Vivendi.

INQUIETANTE RUSSIE

La crainte d'un déficit de la production pétrolière par rapport à une demande toujours aussi active entraîne une hausse des cours du brut, encore amplifiée par la spéculation. Cette valorisation d'un produit devenu essentiel dans notre vie, n'a pas manqué de se répercuter tant sur le comportement des sociétés nationales productrices que sur celui des pays consommateurs.



Les premières, prenant une plus exacte conscience du caractère non renouvelable de leur trésor, font monter les enchères, n'hésitant pas par de nouvelles nationalisations à réécrire les règles du jeu. Devant ce risque de pénurie les seconds renforcent leur quête d'or noir, concluant des

contrats de plus en plus larges et contraignants, les nouveaux venus sur ce théâtre d'opérations, sortant délibérément des voies conventionnelles et éthiquement correctes, prenant de grands risques politiques pour de faibles retours financiers, au grand dam des multinationales occidentales soumises dans le même temps à des contraintes économiques, éthiques ou politiques de plus en plus strictes. D'où ça et là naissance d'une certaine agressivité.

Dans ce cadre complexe en constante évolution la Russie, en pleine reconstitution de son secteur énergétique, occupe une place particulière. Les extraits de presse du précédant AVASCOPE en ont donné une première illustration.

La ville russe de Sochi a été désignée pour organiser les Jeux olympiques d'hiver 2014. La candidature de cette station de la mer Noire, où Poutine est propriétaire d'une maison, a été défendue par le président russe lui-même pour convaincre le Comité international olympique. 5 juillet

Rappelons d'abord quelques données de base :

La Russie détient 48 000 Gm³, soit 27% des réserves mondiales de gaz naturel et produit, essentiellement avec Gazprom, 22% de la production mondiale, assurant près de 50% des importations de l'union européenne. Avec quelque 74 Gb de réserve de pétrole (chiffre contesté par certains). Ce grand pays, géologiquement très varié, qui possède encore 17% des réserves de charbon et 14% de celles d'uranium, dispose d'un capital énergétique capable d'assurer le relais de la puissance militaire et idéologique

de l'ex URSS. Cette situation fait dire aux auteurs du rapport « La guerre de l'énergie n'est pas une fatalité » de la commission des affaires étrangères de l'assemblée nationale, présenté par ailleurs : « la puissance russe est de retour » et, en matière énergétique, « c'est la Russie qui fixe les règles du jeu ».

Aujourd'hui, sous la conduite musclée du président Poutine, le pétrole et le gaz sont redevenus des produits stratégiques et les intérêts russes doivent impérativement être majoritaires dans leur exploitation, leur transport et leur distribution. Comme le maître le président du Kremlin : « Quelle que soit le propriétaire des ressources naturelles, l'Etat conserve le droit de réguler leur mise en valeur et leur exploitation, en agissant conformément aux intérêts de la société. »

En réaction aux privatisations hâtives et désordonnées de l'ère Eltsine, opérations dans lesquelles certaines banques des Etats-Unis s'étaient plus ou moins compromises, le gouvernement Poutine a entrepris de recentrer un secteur énergétique d'Etat autour de Gazprom pour le gaz et de Rosneft pour le brut, au fil de rachats, d'appropriation et de fusions souvent bien peu transparentes. Au départ l'Etat disposait de deux entreprises de transport, Gazprom, pour le gaz, et l'on sait l'importance des tuyaux pour la maîtrise de ce produit, et Transneft pour le brut. On retrouve là les bases d'une stratégie vieille comme le monde pétrolier, inaugurée par D. Rockefeller au Etats-Unis dans les années 1870 et reprise par les Algériens avec la création de la SONATRACH, essentiellement société de transport à l'origine.

Pour assurer le contrôle de leurs exportations les Russes cherchent à reprendre la mainmise sur les réseaux de transport des anciens pays de l'URSS, lieu de passages obligés, comme l'Ukraine ou la Biélorussie, en attendant ceux de Bulgarie, tout en gardant une attention particulière pour la Turquie, éventuelle plaque tournante du commerce gazier entre l'orient et l'occident.

Ce faisant, le Kremlin tend à contrer les tentatives des occidentaux cherchant à s'affranchir du gaz russe en s'approvisionnant directement en Azerbaïdjan et au Turkménistan, notamment. Cette stratégie conquérante se poursuit par des partenariats avec les sociétés de distribution du pays importateur, des accords assortis de garanties d'approvisionnement à long terme, éventuellement de participations minoritaires dans les gisements russes. Ce type de partenariat joue aussi bien pour les prises d'intérêt de sociétés étrangères dans le secteur amont. C'est même, semble-t-il, une condition nécessaire, comme semble l'illustrer l'échec des compagnies occidentales dans l'exploitation du champ géant de Shtokman en mer de Barents.

Pour ce faire le Kremlin s'appuie sur le géant Gazprom dont les réserves de gaz frôlent les 30 000 Gm³, un montant qui n'augmente cependant pas au rythme des prévisions de production. Les trois champs géants de la presque île de YAMAL, en Sibérie occidentale ont amorcé leur déclin. Les découvertes en Sibérie orientale ne répondent pas aux espoirs initiaux. Et Gazprom se voit obligée d'importer du gaz de ses anciens satellites,

Ouzbékistan, Turkménistan, pour assurer ses exportations, des pays où elle se trouve en concurrence avec les occidentaux. Dans ces conditions Gazprom est conduit à investir dans des zones lointaines et hostiles nécessitant une haute technologie pour laquelle des partenariats avec des sociétés occidentales que le Kremlin veut ramener qu'à l'état de supercontracteurs.

Dans la même perspective d'économie de vente de Gaz à l'intérieur de ses frontières pour exporter d'avantage au dehors. Gazprom s'intéresse aujourd'hui au charbon en prenant une part majoritaire dans Siberia Coal and Energy. Ce faisant, la société gazière se propose de substituer des centrales à charbon à des centrales au gaz, notamment pour satisfaire la demande en électricité du pays.

Soucieux de garantir ses exportations Gazprom crée un certain nombre de filiales de distribution dans les pays consommateurs, notamment en Europe Occidentale. Au cours de la seule année 2006, l'entreprise russe a conclu des contrats de vente directe de 1.7G.m³/an en Autriche, de 1.5G.m en France, de 2Gm³ avec une perspective de 3G.m³, en 2010 en Italie, marquant par là une volonté de s'intégrer dans l'économie européenne et mondiale. Au Canada le géant russe négocie un accord avec Pétro Canada pour participer à une installation d'implantation de GNL.

En Belgique Gazprom prend une participation de 75 % dans la réalisation d'un stockage géant de 300M.m³. Dans les Balkans, le groupe gazier et Transneft s'assurent la majorité dans le projet d'oléoduc, gréco-bulgare permettant aux bruts russes de court-circuiter les détroits turcs.

La reprise en main par l'Etat du secteur énergétique se traduit parallèlement par le renforcement des intérêts russes et principalement publics, dans les sociétés et les partenariats étrangers, des « transactions » qui n'hésitent pas à remettre en cause des privatisations et des contrats signés, peut-être hâtivement, par l'administration Eltsine.

L'affaire Sakhaline II, conclue lorsque le baril valant 15\$, avec, semble-t-il une certaine sous estimation des investissements, en est le dernier exemple, sans être pour autant le dernier de la liste, des préoccupations environnementales nouvelles servant de prétexte. Après Shell, BP & Exxon Mobil, pourraient connaître les mêmes déboires.

L'administration russe paraît prise entre deux impératifs.

D'un côté, s'assurer le contrôle de tous les champs aux réserves supérieures à 50 Mt ou 500 Mm³ pour le gaz, en prenant la majorité des sociétés. Mais de l'autre, elle a un besoin urgent de crédits extérieurs pour être en mesure de remplir ses engagements. Et les besoins apparaissent considérables. Le développement du champ géant de Stockman est évalué à 20G\$. Celui d'un autre géant, Bovanenskoye, dans la presqu'île de Yamal, dont les réserves évaluées à 2.900 Gm³, pourraient assurer la relève de la production sibérienne, coûterait 15,2G\$ (Petroleum Economist Jan 07). D'où ces hésitations

concernant l'exploitation du champ de Stockman. Après avoir écarté les multinationales européennes retenues après plusieurs sélections, Gazprom les réinvite, mais au titre de contracteur.

La Russie est incontestablement un pays possédant de très importantes ressources minérales. Les réserves d'hydrocarbures (hc), et plus particulièrement de pétrole, sont un secret d'Etat et leur montant est sujet à discussion. Celui des réserves de pétroles restant à découvrir est encore important, même si les estimations peuvent varier de 20 à 70 Gb.

Celles de gaz paraissent plus importants, ces hc étant prépondérant dans la zone arctique, où la découverte de champs géants présente de bonnes probabilités.

A terme les découvertes, à l'exception semble-t-il, de la Sibirie Oriental, risquent de devenir de plus en plus modestes implique des investissements de grande ampleur, dont on voit mal aujourd'hui, la mise en œuvre. Une part non négligeable des profits de Gazprom et autres sociétés nationales, étant détournés de la voie des investissements nécessaire « for persona and often frivolous use... out of the country » (D. WOOD, OGJ 12.02.07). Dans ces conditions, la production de pétrole risque de culminer à hauteur de 10Mbj, au mieux, dans les

années 2010-2020 ; et celle de gaz montrant des signes d'essoufflement.

On ne peut manquer de s'interroger sur les perspectives de production et d'importation de la Russie.

Claude Mandil, alors président de l'AIE, cité par le rapport de la Commission des Affaires Etrangères : « Gazprom n'a pas assez investi dans le développement de nouveaux gisements pour contrebalancer la décroissance de ses trois principaux champs gaziers »... Nous sommes inquiets de la capacité réelle de Gazprom à approvisionner ses clients dans les quantités promises par contrat ». Et cela indépendamment de certaines incertitudes sur le montant réel des réserves russes et sur les aléas politiques éventuels. Et la Commission de conclure « la Russie est donc un géant énergétique... mais elle est un géant aux pieds d'argile, qui a un besoin crucial de la communauté internationale pour valoriser et exporter son patrimoine énergétique ». Et elle « ne saurait rester un producteur puissant si elle n'est pas dans le même temps en partenaire fiable ».

L'arrivée déterminée de ce partenaire aux allures impérialistes dans les marchés d'une Europe qui se veut de plus en plus ouverte, n'est pas sans susciter quelque inquiétude. **Alain Perrodon**

REVUE DE PRESSE

La cotation du fond Blackstone en bourse. Une des grandes figures du private equity (capital-investissement), Blackstone, vient de s'introduire en Bourse pour lever près de 5 milliards de dollars. Le géant KKR devrait faire de même, confirmant ainsi le Mouvement de cotation de ces fonds d'investissement secrets qui ont fait fortune en rachetant des sociétés pour les restructurer et les revendre trois à cinq ans plus tard.



Les salaires des patrons du CAC 40 sont restés stables en 2006

D'après un article paru dans *Les Echos*, du 24 avril, les salaires des patrons du CAC 40 stagnent pour la deuxième année consécutive. La moyenne de leurs rémunérations brutes globales s'établit pour 2006 à 2,2 millions d'euros, les salaires des patrons arrivés en cours d'année n'ayant pas été pris en compte. En tête de liste avec 4,06 millions d'euros, le PDG et

principal actionnaire de LVMH, Bernard Arnault, détrône l'ex-dirigeant de L'Oréal, Lindsay Owen-Jones. En deuxième position, Henri de Castries (AXA) a touché 3,76 millions cette année. Enfin, Jean-François Dehecq (Sanofi-Aventis) s'installe sur la dernière marche du podium avec 3,36 millions d'euros. En fin de classement se trouvent les patrons d'EDF, Vallourec et GDF avec respectivement 807 155 euros, 698 500 euros et 433 593 euros.

Au total, seul Bernard Arnault a perçu plus de 4 millions d'euros et sept patrons se situent entre 3 et 4 millions d'euros. Quinze dirigeants gagnent entre 2 et 3 millions quand treize autres sont payés plus d'un million d'euros. En plus des patrons de EDF, GDF et Vallourec, quatre autres ont des rémunérations en dessous du million d'euros. Les chiffres de Mittal ne sont pas disponibles, et les dirigeants de Michelin n'ont pas perçu de salaire pour l'exercice 2005-2006, le groupe ayant opté pour le système des quotes-part.

Des évolutions inégales et des stock-options aléatoires. Les variations des salaires entre 2005 et 2006 sont très disparates. Avec une augmentation de 119,3 %, la rémunération du patron de STMicroelectronic fait plus que doubler. Les autres augmentations sont plus modérées, puisque deux dirigeants voient leurs salaires gonfler de plus de 50 %. Vingt conseils d'administration ont augmenté leurs patrons entre 0 et 50 % tandis que neuf autres les ont au contraire diminués, la baisse la plus importante revenant à Peugeot dont le président-directeur a vu son salaire s'étioler de 20,3 %. Les autres variations ne sont pas chiffrées car estimées non significatives. Reste les attributions de stock-options, qui bénéficient d'un régime fiscal favorable et sont restées considérables en 2006. Très peu de groupes chiffrèrent ces avantages, qui dépendent

rarement des performances effectuées. D'après le quotidien économique, l'attribution la plus importante est revenue à Lindsay Owen-Jones avec 2 millions d'options de souscriptions d'actions, en récompense de "l'exemplarité de sa succession". Le Monde

Les plus fortes variations des revenus des PDG sur un an

1/ Carlo Bozotti - STMicroelectronics : + 119,3 % (1 470 000 €)
2/ José Luis Duran - Carrefour : + 59,7 % (2 403 500 €)
3/ Georges Pauget - Crédit Agricole : + 54,2 % (1 742 030 €)
4/ Pierre Gadonneix - EDF : + 46,8 % (807 155 €)
5/ Carlos Ghosn - Renault : + 45,5 % (2 629 663 €)
6/ Patrick Ricard - Pernod Ricard : + 38,3 % (3 130 387 €)
7/ Patrick Kron - Alstom : + 37 % (2 240 010 €).

Les patrons français sont les champions du "parachute doré"

Les indemnités de départ des patrons français, autrement connues sous le nom de "parachutes dorés", sont les plus élevées d'Europe alors que leurs revenus se situent dans la moyenne européenne, selon une étude réalisée en 2006 par le cabinet de conseil en ressources humaines Hay Group et publiée par La Tribune.



Cette étude, "première analyse statistique et comparative des rémunérations des patrons en Europe et aux Etats-Unis" selon le quotidien économique, a été menée auprès de 350 entreprises. Elle révèle que les patrons français reçoivent "le double du total de leur salaire de base et de leur bonus annuel" sous la forme d'indemnités de départ. En comparaison, seuls 50 % des dirigeants américains bénéficient d'un tel niveau de paquet de départ, précise l'étude.

Selon le quotidien économique, cette étude "a directement inspiré les travaux de la commission de l'Assemblée nationale chargée de réfléchir à la réforme de la rémunération des patrons", promise par Nicolas Sarkozy. L'avant-projet de loi, qui prévoit que l'attribution des "parachutes dorés" soit désormais liée à des critères de performance fixés par le conseil d'administration à l'arrivée du nouveau dirigeant, devrait être présentée au conseil des ministres le 20 juin. Le Monde 12 juin.

Informations pétrolières

Démarrage de la production de Rosa au large de l'Angola

Sonangol, la compagnie pétrolière d'Etat angolaise, concessionnaire, et Total, opérateur, annoncent avoir démarré le 18 juin la production de Rosa sur le Bloc 17

dans les eaux profondes de l'Angola. Découvert en janvier 1998 à environ 135 kilomètres des côtes angolaises par une profondeur d'eau de 1 350 mètres, le gisement de Rosa est situé à une quinzaine de kilomètres de l'unité flottante de

Antoine Zacharias, en mars 2005, à Paris, il avait perçu 13 millions d'euros en 2006, simplement pour n'être plus que président non exécutif du groupe Vinci. Igor Landau, PDG d'Aventis a perçu 14 millions d'euros en 2005 pour son indemnité de départ et 2 millions d'euros en 2006 de complément retraite ; il reste administrateur de Sanofi-Aventis. Noël Forgeard a perçu 7,5 millions d'euros pour son départ d'EADS.

Les salariés de 45 à 55 ans sont âgés. La moitié des chefs d'entreprises jugent les salariés de 45 à 55 ans âgés mais considèrent que le regard sur la question est en train d'évoluer, selon un sondage Ifop pour le ministère de l'Emploi diffusé le 20 mars.

Selon cette enquête, la gestion des âges dans la stratégie de l'entreprise est jugée importante pour 47% des personnes interrogées, contre 53%.

De même, 54% avouent tenir compte de l'âge du candidat lors de l'examen d'un curriculum vitae et ce chiffre est encore plus fort (58%) pour les responsables des ressources humaines.

Pour 50% des dirigeants d'entreprise interrogés, un salarié est considéré comme âgé entre 45 et 55 ans, 34% estiment que cela est le cas après 55 ans et 5% entre 35 et 44 ans.

Le frein majeur à l'embauche des plus de 50 ans est l'adaptation difficile aux nouvelles technologies aux yeux de 34% des dirigeants, devant le niveau de rémunération (22%) et l'état de santé (19%).

Cependant, les atouts reconnus aux plus de 50 ans sont l'expérience et les compétences acquises (65%), devant la motivation (21%). Enfin, 54% des personnes interrogées pensent que le regard porté par les dirigeants sur les salariés de plus de 50 ans a changé. Ce sondage a été réalisé du 12 au 15 février auprès d'un échantillon de 601 entreprises, représentatif des entreprises de plus de cinq salariés. (Reuters)

La Compagnie des Alpes lauréate du Grand Prix 2007 du Gouvernement d'Entreprise

La Compagnie des Alpes est fière d'annoncer qu'elle est lauréate du Grand Prix 2007 du Gouvernement d'Entreprise des valeurs moyennes, organisé par l'AGEFI.

Ce prix consacre l'attachement des équipes dirigeantes et des actionnaires de la CDA à la mise en place d'une gouvernance équilibrée et efficace, reflétant notamment la diversité de son actionnariat.

Une charte du gouvernement d'entreprise, validée par l'Assemblée Générale des Actionnaires, fixe les règles de fonctionnement du Conseil de Surveillance (composition, compétences, comités spécialisés) et organise ses relations avec le Directoire. La CDA a par ailleurs été l'une des premières valeurs moyennes à mettre en place un comité consultatif d'actionnaires, destiné à mieux associer les investisseurs institutionnels et individuels à sa gestion.

La qualité de l'information diffusée aux actionnaires est également une priorité pour la Compagnie des Alpes, notamment en matière financière.

production et stockage (FPSO) de Girassol auquel il a été raccordé. C'est le premier champ de cette importance à être raccordé à une installation aussi éloignée dans de telles profondeurs d'eau. Rosa, dont les réserves prouvées et probables s'élèvent à 370 millions de barils en 100 %, permettra de maintenir le plateau de production de Girassol à 250 000 barils par jour jusqu'au début de la prochaine décennie. Le champ comptera 25 puits dont 11 d'injection

d'eau et 14 de production raccordés à quatre collecteurs. L'installation sous-marine comprend 64 kilomètres de lignes de production isolées ("Pipe in Pipe") et 40 kilomètres de lignes d'injection d'eau reliant le champ de Rosa à une tour "riser" située à proximité du FPSO de Girassol. Cette tour, d'un concept innovant et d'une hauteur de plus de 1 200 mètres assure la liaison fond-surface et permet la remontée du pétrole vers le FPSO.

Sonangol est le concessionnaire du bloc 17. Total E&P Angola, opérateur (40 %), a pour partenaires Esso Exploration Angola (Block 17) Limited (20 %), BP Exploration (Angola)



Venezuela : transformation de la compagnie opératrice des huiles lourdes de Sincor en entreprise mixte : Total annonce avoir signé un protocole d'accord avec le ministère chargé de l'énergie et du pétrole prévoyant la transformation de la compagnie opératrice Sincor, formée par les partenaires du projet, en entreprise mixte. Cet accord intervient conformément au décret-loi présidentiel du 26 février 2007 sur la conversion en entreprises mixtes des associations stratégiques de la Faja (ceinture de l'Orénoque). Dans le cadre de ce protocole d'accord, la participation de Total dans Sincor passera de 47 % à 30,323 %, celle de PDVSA sera portée à 60 %. Statoil détiendra 9,677 %.

Cet accord définit également l'indemnité à percevoir par Total, déterminée à la suite d'une négociation portant sur la valeur des actifs. L'Assemblée Nationale vénézuélienne doit approuver les conditions de cette transformation d'ici la fin du mois d'août.

Total au Venezuela : Entré en production en 2000, le projet Sincor comprend deux volets principaux : en amont, le développement du champ d'huile extra-lourde de Zuata, dans la ceinture de l'Orénoque ; en aval, la valorisation des bruts extra lourds grâce à une unité de conversion. La capacité de production de Sincor s'élève à environ 200 000 barils par jour de brut extra-lourd correspondant à 180 000 barils par jour de brut synthétique. Total possède également des participations dans le projet Yucal Placer (69,5 %) et dans le bloc 4 d'exploration offshore de Plataforma Deltana (49 %). La production moyenne de Total au Venezuela a atteint 96 000 barils par jour en 2006 en part Groupe.

Qatar - Mise en production du projet gazier Dolphin

Total annonce la mise en production du projet gazier Dolphin, au Qatar. Le gaz naturel produit est exporté vers les Emirats Arabes Unis. Total (avec une participation de 24,5 %) et ses partenaires - Mubadala Development Company pour le compte du gouvernement d'Abou Dhabi (51 %), et Occidental Petroleum (24,5 %) – sont réunis au sein de Dolphin Energy Limited. Plus important projet gazier jamais réalisé entre deux

pays du Golfe, Dolphin concerne le développement de réserves de gaz naturel du gisement géant North Field dans l'offshore du Qatar, au moyen de deux plates-formes de production non habitées. Le gaz est ensuite traité à terre dans l'usine construite par Dolphin Energy, à Ras Laffan, au Qatar. La production de gaz destinée à l'exportation atteindra 2 milliards de pieds cubes par jour en plateau début 2008. Parmi ses clients à long terme, Dolphin compte ADWEC (Abu Dhabi Water & Electricity Company), UWEC (Union Water & Electricity Company) à Fujairah, DUSUP (Dubai Supply Authority) et OOC (Oman Oil Company).

En tant que détenteur et opérateur de l'ensemble du projet, Dolphin Energy Limited, qui bénéficie du savoir-faire et de l'expertise techniques de Total, est chargé du développement, du démarrage et de la production du champ. L'entreprise exploite également le gazoduc d'export, opérationnel depuis mars 2007, qui relie le Qatar et les Emirats Arabes Unis, et distribue le gaz aux Emirats Arabes Unis. « Total, un des actionnaires fondateurs de Dolphin Energy, se réjouit du démarrage de cet important projet dans les délais prévus. Né d'une ambition commune entre l'Etat du Qatar et les Emirats Arabes Unis, Dolphin est le premier réseau gazier régional créé dans le Golfe, déclare Yves-Louis Darricarrère, directeur général E&P de Total. Ce projet contribuera à la croissance économique de toute la région, en créant des richesses et des emplois durables. »

Total au Qatar et aux Emirats Arabes Unis

Total est l'un des associés fondateurs de la compagnie Qatargas qui détient et opère trois trains de liquéfaction en production. Total dispose d'un large portefeuille d'actifs et de projets au Qatar où il opère le gisement pétrolier d'Al Khaliq, possède une participation dans l'usine de liquéfaction de Qatargas I ainsi que dans le deuxième train de Qatargas II et détient des intérêts dans le secteur pétrochimique dans le cadre des sociétés Qapco et QVC et du projet Qatofin. Au Qatar, la production de Total (y compris sa part dans la production des sociétés dans lesquelles le Groupe détient des intérêts) s'élevait en moyenne à 58 000 barils équivalent pétrole par jour en 2006.

Aux Emirats Arabes Unis, les activités de Total sont principalement localisées à Abou Dhabi où le Groupe est présent depuis 1939. En part du Groupe, la production de Total en 2006 a atteint 267 000 barils équivalent pétrole par jour. A Abou Dhabi, Total (opérateur) détient une participation de 75 % dans le champ de Abu Al Bu Khoosh. Il détient également une participation de 9,5 % dans Abu Dhabi Company for Onshore Oil Operations (ADCO) ainsi que 13,5 % dans Abu Dhabi Marine. (

L'AIE revoit en hausse la demande pétrolière L'Agence internationale de l'Energie a revu en hausse sa prévision de demande pétrolière mondiale pour 2007, en baisse ses attentes pour l'offre, et s'inquiète une nouvelle fois de l'approvisionnement en essence, dans son rapport mensuel de juin. L'Agence demande aussi à nouveau à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) d'augmenter son offre, qu'elle juge, combinée aux tensions sur le marché de l'essence, responsable de la récente hausse des prix de l'or noir.

L'AIE, qui dépend de l'OCDE et défend les intérêts énergétiques des pays industrialisés, table désormais sur une demande mondiale en hausse de 2% soit 1,7 million de barils par jour (mbj) à 86,1 mbj en 2007, soit 420.000 barils de plus que lors de sa précédente estimation. La hausse attendue de la demande provient surtout des pays situés hors de la zone OCDE, en particulier du Nigeria, de l'Indonésie, de Singapour, du Venezuela et des pays de l'ex-Yougoslavie. La demande chinoise a pour sa part été revue en baisse: elle devrait croître

de 6,1% en 2007, contre 6,4% pour la précédente estimation, à 7,6 mbj.

En Europe, la demande a progressé de 1% en avril, tirée par la demande de diesel et kérosène et malgré un plongeon de la demande de fioul de chauffage en raison de températures très élevées pour la saison. A l'inverse, l'offre mondiale a été revue à la baisse de 565.000 barils par jour, à 84,9 mbj, comparé au précédent rapport mensuel de l'AIE, et devrait selon l'AIE progresser de 0,9% en 2007.

La production des pays non membres de l'Opep (dont la Russie, premier producteur énergétique mondial) a été revue à la baisse de 110.000 bj à 50,2 mbj. L'offre de l'Opep a notamment souffert d'interruptions de production au Nigéria, en raison des troubles politiques. L'offre excédentaire du cartel est estimée à 2,8 mbj, mais jugée "inutile" par l'AIE si elle ne peut être mise sur le marché en raison des difficultés qui entravent la production de produits raffinés : parc de raffineries insuffisant et réglementation complexe sur les émissions de gaz polluants, différant d'un Etat américain à l'autre notamment. Le rapport souligne notamment que les stocks d'essence de l'OCDE "sont bien en-dessous de leur moyenne des cinq dernières années". L'AIE demande malgré tout à l'Opep de mettre sur le marché sa capacité excédentaire : "une capacité n'est excédentaire que si elle est disponible pour le marché". "Par conséquent, s'il est clair que beaucoup de la récente augmentation des prix du brut a été causée par les tensions sur le marché de l'essence, une part de cette hausse est due à la réduction de l'offre de l'Opep", ajoute l'AIE.

Boursorama

L'AIE craint un marché encore plus tendu après 2010

Dans son rapport semestriel, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ne cache pas qu'elle anticipe des tensions supplémentaires sur le marché pétrolier après 2010, en raison de la baisse prévisible des capacités de production excédentaires.

Les perspectives pétrolières à moyen terme sont plutôt sombres. Le marché devrait se tendre davantage après 2010, les capacités de production excédentaires atteignant un niveau minimal en 2012, estime l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans un rapport semestriel paru ce lundi. Les capacités de production non utilisées, attentivement surveillées par le marché car elles jouent le rôle de "coussin de sécurité" en cas de problème dans un pays producteur, devraient augmenter jusqu'en 2009 puis diminuer ensuite jusqu'en 2012, selon l'AIE, qui dépend de l'OCDE et défend les intérêts énergétiques des pays industrialisés.

L'AIE révisé en baisse de 2 millions de barils par jour (mbj) sa prévision de capacités de production excédentaires pour 2009, qui atteindront entre 3,4 et 4 mbj. L'AIE prévoit que ces capacités excédentaires baisseront encore jusqu'en 2012 pour atteindre entre 1,55 et 2,2 mbj.

Russie-Italie ; le président russe Vladimir Poutine et le PM italien Romano Prodi ont prôné le 27 juin la construction rapide du gazoduc *South Stream* entre la Russie et l'Europe, via la Bulgarie, projet conclu samedi à Rome entre Eni et Gazprom. Le gazoduc *South Stream*, long de 900 km et d'une capacité de 30 milliards de mètres cubes de gaz, traversera la mer Noire jusqu'en Bulgarie, où il se divisera en deux branches, l'une allant vers l'Autriche, l'autre vers la Grèce, puis Otrante, dans le sud de l'Italie. Les travaux devraient commencer entre 2008 et 2009, une fois toutes les autorisations obtenues, et devraient durer trois ans. (AFP, BIP)

Libéralisation des prix de l'énergie. La Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR) a demandé mercredi que les particuliers qui choisirent de se fournir en énergie aux prix de marché puissent revenir aux prix réglementés, fixés par les pouvoirs publics. « *Confrontés à l'instabilité structurelle des prix de marché aussi bien pour l'électricité ou le gaz, l'immense majorité des consommateurs optera très probablement pour la conservation des tarifs*

réglementés », a estimé la FNCCR dans un communiqué. Or, le fait que, dès qu'un particulier aura choisi une offre de marché, il ne pourra plus revenir aux prix réglementés, « *ne peut qu'accroître cet immobilisme* » des consommateurs, a expliqué la fédération. 28 juin.

Iran. Annoncée par surprise, la décision des autorités iraniennes de rationner l'essence – chaque automobiliste ayant droit à 100 litres d'essence par mois – est en train de provoquer une vague de protestation sociale révélatrice d'un mécontentement interne croissant dans le pays. Plusieurs fois annoncé et plusieurs fois reporté, ce

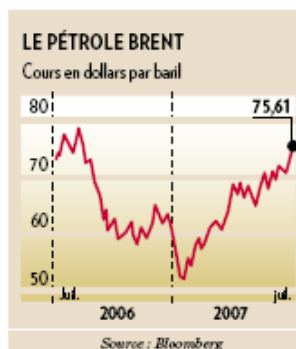
rationnement fait suite à l'augmentation de 25 % du prix du litre d'essence le mois dernier.

Il s'inscrit dans un plan budgétaire lancé par le gouvernement Ahmadinejad, dont la méthode a été critiquée ces derniers mois par de nombreux députés. L'Iran, quatrième exportateur de pétrole, est obligé d'importer 40 % de son essence, à cause d'une capacité de raffinage insuffisante. (*Le Figaro*) 26 juin

Russie, Sakhaline 1. Pour ExxonMobil, la nouvelle négociation qui s'annonce délicate est celle qui concerne le gaz du projet Sakhaline-1, en Russie, écrit le *Financial Times*. En effet, cette semaine, Gazprom a insisté pour qu'Exxon renonce à ses projets d'exportation de gaz vers la Chine et approvisionne les marchés de la côte orientale de la Russie ou le terminal de GNL de Sakhaline, contrôlé par Gazprom. Alexandre Medvedev, directeur général de la division marketing international du gazier russe, a déclaré que les projets d'exportation d'Exxon pourraient contrecarrer les négociations de Gazprom avec la Chine. « *Même un petit volume pourrait semer le trouble chez les négociateurs* », a-t-il souligné, niant que Gazprom rencontrait des difficultés pour obtenir un prix acceptable dans ses négociations avec la Chine. (*Financial Times*) 29 juin

Sommet Union européenne / Brésil / Biocarburants

À l'occasion du premier sommet entre l'Union européenne et le Brésil, premier pays d'Amérique du Sud à rejoindre le cercle restreint des « *partenaires stratégiques* » des Vingt-Sept, *Libération* consacre un dossier aux biocarburants et ouvre ses colonnes au président Luiz Inacio Lula da Silva. Pour le président brésilien, sa rencontre avec l'Union sera une excellente opportunité d'attirer l'attention de la communauté internationale sur les biocarburants. « *Le programme brésilien – testé et approuvé depuis trente ans – montre que nous avons à notre disposition une réponse prometteuse* » à la question de la réduction des modèles de consommation non durables des pays développés tout en répondant aux aspirations au bien-être des pays pauvres, écrit le président Lula. « *En additionnant à l'essence 25 % d'éthanol ou en utilisant de l'alcool pur dans des voitures flex-fuel, nous avons réduit de 40 % la consommation et l'importation de carburants fossiles, et avons évité d'émettre, depuis 2003, plus de 120 millions de tonnes de gaz carbonique* », ajoute-t-il. De son côté, *Libération* met en avant les problèmes posés par la déforestation et la migration forcée qu'elle entraîne, l'utilisation de pesticides et d'OGM pour la production de biocarburants ainsi que son influence sur la sécurité alimentaire. (*Libération*) 6 juillet.



Inflation des coûts

La hausse des coûts des biens et services et la dépréciation du dollar grèvent les budgets des producteurs. Ainsi, 44 % de l'augmentation du budget amont d'Eni sur 2007-10 (par rapport à son plan 2006-09) sera absorbé par ces hausses de coûts.

Petrostratégies 12 mars

Canada : le coût de production des sables aurait grimpé de 55 % depuis 2005...



Le capex par baril aurait été majoré de 32 % en deux ans pour l'exploitation minière tandis que la production in-situ aurait vu ses coûts croître de 26 %.. *26 mars*

Le projet **Gassi Touil** de production et de liquéfaction de gaz, en Algérie, risque de subir des retards à cause d'une pénurie d'équipement et de services dans le monde, d'une part, et d'une hausse des coûts, de l'autre. En outre, la rentabilité attendue par ses partenaires étrangers pourrait être réduite, en raison de la nouvelle taxe sur les superprofits récemment votée en Algérie.

1^{er} février

Qatar : le projet GTL de Shell pourrait coûter \$15 milliards de plus que prévu ! *Petrostratégies 26 février*

Groupe Total

Forum économique de Saint-Petersbourg / Intervention de Christophe de Margerie / Coopération avec Rosneft

Le onzième Forum économique de Saint-Petersbourg était le dernier gros événement politico-économique de la saison en Russie. Le Kremlin, qui avait exigé des hommes d'affaires russes qu'ils boycottent le Forum économique russe de Londres, a voulu en faire l'apothéose de son retour en puissance, écrit *La Tribune* qui qualifie le pari de « réussi », si l'on « garde les yeux rivés sur les chiffres ». De fait, Guerman Gref, le ministre du Développement économique et du commerce, a annoncé la signature, lors du Forum, d'« un total de 13,5 milliards d'USD de contrats ».

La plupart des dirigeants des groupes pétroliers internationaux étaient présents, dont Christophe de Margerie, directeur général du Groupe, qui a rappelé que les investissements annuels russes dans l'exploration et l'exploitation (respectivement 1,5 et 5 milliards d'USD) étaient « largement insuffisants » comparés à ceux qui seraient nécessaires (respectivement 14 et 40 milliards d'USD). M. de Margerie a par ailleurs indiqué que le Groupe pourrait de nouveau coopérer avec Rosneft. « Rosneft est clairement l'un de nos partenaires en Russie », a-t-il déclaré à la presse, évoquant la possibilité de projets communs dans l'offshore profond, sans toutefois apporter davantage de précisions. Les relations entre Total et Rosneft ont été compliquées dernièrement par les difficultés associées au projet Vankor dans l'est de la Sibérie et à l'accord de partage de production de Kharyaga. (*La Tribune, Dow Jones*) 12 juin

Chimie du Groupe / Interview de François Cornélias à Chemical & Engineering News

Iran / South Pars / Délai supplémentaire

Les autorités iraniennes ont accordé quatre mois supplémentaires à Total afin de lui permettre de se décider sur le projet de terminal de GNL de South Pars, qui représente un investissement estimé 10 milliards d'USD environ. « Nous cherchons des moyens pour réduire les coûts », a déclaré Gholam Hossein Nozari, directeur général de la compagnie publique NIOC. Le ministre iranien du Pétrole avait en effet fait savoir début avril que Téhéran poursuivait ses discussions avec Total au sujet du projet South Pars, qui doit donner naissance au premier terminal de GNL du pays, tout en précisant que le prix de son achèvement restait supérieur à ses prévisions. C de Margerie, avait alors prévenu que les tensions géopolitiques et la hausse des coûts pourraient retarder l'engagement de Total dans le projet. (*BIP*) 1 avril

Aramco : la pénurie de capacité de raffinage persistera. Saudi Aramco estime que la pénurie de capacité mondiale de raffinage des bruts lourds persistera en raison des coûts de construction, qui ont grimpé de quelque 70 % ces 3 dernières années. Les prix élevés de l'acier et d'autres matériaux de construction ont entraîné le retard ou l'arrêt de projets. *Petrostratégies 23 avril*

Mise en garde aux sociétés de services pétroliers et de construction M. al-Attiyah et M. de Margerie, ont lancé séparément une mise en garde aux contractants en soulignant que les niveaux des coûts de location d'appareils de forage et de construction d'installations pétrolières et gazières étaient injustifiés. « C'est incroyable combien les coûts ont augmenté (...) Nous avons été forcés d'interrompre certains projets », a déclaré M. al-Attiyah au cours du sommet. « J'ai rencontré certains contractants (...) je leur ai dit : ne tuez pas la poule (aux œufs d'or) ». « Faites attention. Nous ne pouvons tout simplement pas continuer avec une hausse de plus de 30 % (des coûts) par an », a déclaré M. de Margerie. *PGA 16 avril*

Il y a un an, Total se séparait de sa branche chimique, Arkema, afin de se recentrer sur une pétrochimie étroitement intégrée avec les activités de raffinage et sur des spécialités séparées. « La pétrochimie comme les spécialités ont un potentiel de croissance et devraient probablement contribuer significativement aux profits du Groupe », déclare François Cornélias, directeur général de Total Chimie, répondant aux questions de *Chemical & Engineering News*.

Selon le magazine, il n'est pas surprenant que Total ait voulu se recentrer sur ses secteurs les plus rentables que sont le pétrole et le gaz, à l'instar d'autres grands producteurs de pétrole, comme Shell ou BP. Cependant, Arkema n'a pas été livré à lui-même, souligne M. Cornélias, « nous avons donné de l'argent et des années pour construire Arkema », ajoute-t-il, faisant remarquer qu'à l'inverse d'autres sociétés, Arkema a pris un bel élan suite à sa séparation d'avec le Groupe.

Il est en revanche plus surprenant que Total ait tenu, envers et contre tout, à conserver sa pétrochimie et sa chimie de spécialités, écrit *Chemical & Engineering News*. À l'inverse des autres compagnies, Total est allé contre le système et a poursuivi sa stratégie d'intégration de ses actifs chimiques à ses activités pétrolières. 13 juin

Total professeurs associés / Article du Monde économie

Aller enseigner à l'université ou dans une grande école non seulement valorise un CV, mais permet aussi à un haut fonctionnaire ou à un responsable dans le secteur privé de formaliser ses idées et de tester ses compétences, écrit *Le Monde économie* qui s'intéresse aux « professeurs associés ».

Pour Total, de tels postes permettent placer ses cadres expérimentés dans les établissements, tout en offrant un outil

supplémentaire de gestion des fins de carrière. « *Les cadres seniors ont plus de liberté dans leur agenda, et ils préparent la suite de leur activité, au moment de la retraite. Les fonctions d'enseignement font désormais partie des propositions faites en interne* », explique Odile de Damas-Nottin, directrice Recrutement et carrière chez Total. La politique du Groupe passe également par le soutien à Total professeurs associés (TPA), créée en 2001. « *60 % des membres de TPA sont encore actifs chez Total, ils sont là pour le plaisir de se frotter aux jeunes et de participer à l'image du pétrole* », souligne Alain Quénelle, fondateur et président de TPA. La structure, qui compte 210 adhérents, est désormais la vitrine du Groupe pour ses relations avec le monde de l'éducation. 13 juin

Mauritanie / Lancement d'une campagne sismique

Total a lancé une campagne sismique de prospection de pétrole au nord de la Mauritanie, indique la radio publique *Radio Mauritanie*. « *L'exploitation du pétrole dans le bassin n'aura pas lieu avant 2014-2015* », a toutefois prévenu Guy Butteux, le directeur de Total Mauritanie, lors d'une rencontre avec le ministre mauritanien du Pétrole Mohamed Elmoctar Ould Mohamed El-Hacen.

Dans le cadre de cette campagne sismique Total a signé un accord avec la ville de Wadane, qui se trouve dans la zone de prospection pétrolière, afin d'améliorer la qualité des routes et des réseaux d'eau et d'électricité, et de favoriser l'émergence d'activités « *génératrices de revenus* ». Le lancement de cette campagne sismique renforce les espoirs de découverte de nouveaux gisements pétroliers en Mauritanie après les rendements décevants des premiers puits offshore exploités. La production pétrolière mauritanienne est en effet actuellement de 20 000 barils par jour, contre 75 000 initialement prévus. (AFP, Bloomberg, Les Échos) 14 juin

Soudan / Bloc Ba

La Commission nationale pétrolière soudanaise a tranché en faveur de Total dans le différend qui l'opposait à la compagnie britannique White Nile, portant sur les droits de forage sur le bloc Ba, dans le sud du pays. La commission a estimé que le contrat du consortium emmené par Total était valide.

White Nile, qui affirme avoir été autorisé à travailler dans cette zone par l'ancien gouvernement rebelle, s'est déjà vu ordonner le mois dernier de suspendre ses opérations sur cette concession. Le bloc Ba faisait partie du bloc B, scindé par la suite, que le gouvernement central de Khartoum avait attribué à Total en 1980. (Bloomberg, Reuters, Dow Jones) 15 juin

Kazakhstan / Projet d'alimentation du BTC

Se référant à l'accord signé il y a un an entre le Kazakhstan et l'Azerbaïdjan, les responsables d'Exxon-Mobil et de Total ont appelé le Kazakhstan à préciser son projet d'alimentation en pétrole de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Pour sa part, le directeur général de Total, Christophe de Margerie, a appelé les deux pays à négocier « *un accord plus détaillé* » pour

relier les côtes kazakhes de la mer Caspienne à Bakou, la capitale azérie, point de départ du BTC. En juin 2006, le Kazakhstan avait annoncé vouloir raccorder ses gigantesques réserves de pétrole de la mer Caspienne au BTC et de transporter par bateau le brut depuis le port d'Aktau, à l'ouest du pays. (AFP, BIP) 18 juin

Canada / Sables bitumineux de l'Alberta / Nucléaire

Les compagnies à la conquête du pétrole des sables bitumineux de l'Alberta utilisent le gaz naturel pour extraire le bitume des sables, ainsi que pour son pré-raffinage. Mais, devant les fluctuations importantes des cours du gaz naturel et les pressions pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, l'industrie s'intéresse de plus en plus au nucléaire, jugé peu polluant et moins sujet aux aléas du marché.

« *On cherche à diminuer notre utilisation d'énergie et, à terme, à trouver comment la produire autrement, et le nucléaire fait partie de la solution* », déclare Michael Borrel, président de Total Canada. « *Le nucléaire a un rôle important à jouer à l'échelle mondiale, mais en Alberta, on n'a pas de position* », souligne cependant M. Borrel. (AFP) 21 juin

Rencontres économiques d'Aix-en-Provence / Déclarations de Christophe de Margerie

S'exprimant lors des Rencontres économiques d'Aix-en-Provence, Christophe de Margerie a déclaré samedi que « *la situation d'instabilité* » ne pouvait pas perdurer dans le sud du Nigeria et a réclamé un geste fort de la part des autorités nigérianes. Il a expliqué qu'il y avait des « *projets considérables* » dans cette région et qu'il s'agissait de défendre aussi les intérêts du pays. « *La situation d'instabilité ne doit pas être pérenne. Il faudrait un geste fort. Un geste fort, c'est que les autorités nigérianes disent que c'est leur priorité, qu'effectivement, cette situation ne peut pas perdurer* », a-t-il dit à des journalistes en marge des Rencontres.

M. de Margerie a également évoqué le nationalisme énergétique de la Russie et du Venezuela qui empêchait les compagnies pétrolières d'approvisionner convenablement le marché à un moment où les difficultés de capacités de production tendent à s'aggraver. « *Avant, il suffisait d'être le meilleur pour gagner* » sur un marché donné « *et ce n'est plus le cas* », a-t-il fait remarquer.

M. de Margerie a également précisé que Total n'avait pas l'intention de récupérer les participations d'ExxonMobil et de ConocoPhillips après leur retrait du Venezuela. « *Pour l'instant, il n'y a pas de sujet. Notre sujet, c'est comment on gère la nouvelle société d'économie mixte avec PDVSA et Statoil* », a-t-il déclaré. Il a également souligné que, si Total avait décidé de rester dans ce pays où il opérerait le champ de Sincor, c'est parce qu'il jugeait que les conditions imposées par le gouvernement vénézuélien étaient « *acceptables* ». (AFP, BIP, Reuters, Bloomberg, RFI) 7 juillet

BULLETIN D'ADHESION (AVAS) Association Volontaire des Actionnaires Salariés et Anciens Salariés du Groupe Total

NOM :	PRENOM :	
Adresse :	Téléphone :	e mail :
Je vous adresse, ci-joint, un chèque à l'ordre d'AVAS : Cotisation de base : 20 €- Cotisation de soutien : 40 €		
A renvoyer à : AVAS, Immeuble Galilée Bureau 131 - 51, Esplanade Ch. de Gaulle, La Défense 10, 92907 Paris La Défense, France		
Tél : 00.33.1 41 35 92 21- Fax : 00.33.1 41 35 35 04 - e-mail : avas@total.com		

Bureau: Pdt d'Honneur JA Massie, Pdt JR Marabelle, Secrétaire Général D Chasseguet, Trésorier J Georger. Directeur de la publication: A Perrodon
Administrateurs : MM B Clergeat, B Butori, JP Olivier, JM Biermé, D Legros, S Lembeye, R Rodgold, B Henri, A Cabrera, L Fimbi, J Dike.

Merci aux adhérents qui ont réglé la cotisation. Nous vous devons en échange de bonnes informations. Nous souhaitons maintenir le lien entre la petite famille l'AVAS et le Groupe pétrolier que vous avez contribué à développer ! Merci de proposer des articles pour le prochain Avascope ! Merci de nous faire part de vos remarques et de vos attentes